

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Mardi 20 Juin 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°150 ■

**PÉTROLE**  
**Le Brent recule**  
**à 76,28 dollars**  
**le baril**

P 4

D'UNE VALEUR MARCHANDE DE 200 MILLIARDS DE DA

## La gestion des déchets, un créneau porteur

Le recyclage et la valorisation des déchets sont un créneau porteur. Des opportunités immenses se présentent dans ce domaine, d'autant que la valeur marchande des déchets dépasse les 200 milliards de DA. C'est un véritable gisement d'emplois, de valeur ajoutée et développement de nouvelles filières économique. P 3



TURQUIE-ALGÉRIE

### Porter les échanges commerciaux à 10 milliards de dollars

La Turquie veut augmenter ses échanges commerciaux avec l'Algérie. Selon l'ambassadrice de la République de Turquie, Mahinur Ozdemir Goktas, «la Turquie cherchait à renforcer ses investissements en Algérie, de manière à porter la valeur des échanges commerciaux entre les deux pays de 5 milliards de dollars à 10 milliards».

P 2

SÉCURITÉ ET EXPLOITATION DES  
PLAGES

### Les pouvoirs publics haussent le ton !

La saison estivale 2023 semble s'acheminer vers la douceur, le farniente et des vacances tranquilles. En effet, alors que les saisons passées, ont été caractérisées par une certaine gabegie, de confusion et de règles non appliquées, celle à venir semble tenir à cœur pour le gouvernement. En effet, le ministre de l'Intérieur annonce que cette année, la loi sur l'exploitation des plages sera appliquée dans toute sa rigueur.

P 5

CONTRÔLE TECHNIQUE DES  
VÉHICULES

### Des facilités accordées aux investisseurs

Le ministre des Transports, Youcef Chorfa, a annoncé, lundi lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, qu'à l'avenir, «toutes les facilités seront accordées aux investisseurs dans le domaine du contrôle technique des véhicules».

P 4

**Géant**  
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... [www.geant-dz.com](http://www.geant-dz.com) | [info@geant-dz.com](mailto:info@geant-dz.com) | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

E-COMMERCE

**Jumia Algérie fête 11 ans d'e-commerce en Algérie**

Jumia Algérie, le pionnier du e-commerce en Algérie, lance une offre commerciale d'envergure pour fêter ses 11 bougies et ce, durant la période allant du 15 jusqu'au 29 juin prochain. Les consommateurs pourront profiter de réductions exceptionnelles allant de 20% à 50% sur une vaste sélection de produits. Pour cette année et c'est un record, le leader du e-commerce dans le pays a réuni plus de 100 vendeurs pour participer à l'événement "Jumia Anniversaire". Acteurs locaux et internationaux tels que Nike, Brandt, Swalis, proposent ainsi des offres commerciales toujours plus agressives et une diversité de choix inégalée aux clients de la plateforme. En plus de ces promotions exceptionnelles, Jumia fait un pas de plus pour satisfaire ses clients en offrant une réduction supplémentaire de 10% sur l'ensemble du site pendant les deux week-end, prolongeant ainsi les opportunités d'économies et de bonnes affaires. Depuis son lancement il y a 11 ans en Algérie, Jumia a révolutionné l'achat en ligne en offrant proximité, innovation et un service de qualité à ses clients. Avec une large présence sur le territoire, Jumia s'efforce de rendre la vie quotidienne des consommateurs algériens plus facile et pratique. De plus, tous les consommateurs, que ce soit, à l'Est, à l'Ouest ou même dans les grands plateaux pourront avoir accès à toutes ces offres grâce aux nouveaux 50 points de retrait de Jumia, garantissant ainsi une livraison toujours plus rapide et à proximité. A travers cette offre commerciale, le leader du e-commerce en Algérie propose une multitude de nouveautés sur différentes catégories tels que la téléphonie, jeux vidéos, électroménager et produits de beauté mais aussi des livraisons gratuites, des ventes flashs tous les jours, des jeux avec des bons de réductions à gagner, des "happy-hour" le week-end, et le jeudi pour la Tech.

TURQUIE-ALGÉRIE

**Porter les échanges commerciaux à 10 milliards de dollars**

*La Turquie veut augmenter ses échanges commerciaux avec l'Algérie. Selon l'ambassadrice de la République de Turquie, Mahinur Ozdemir Goktas, «la Turquie cherchait à renforcer ses investissements en Algérie, de manière à porter la valeur des échanges commerciaux entre les deux pays de 5 milliards de dollars à 10 milliards».*

Par Slimane T.

S'exprimant lors d'une rencontre avec le président de l'Assemblée populaire (APN), Brahim Boughali, la diplomate turque a appelé, à ce propos, à "conclure un accord de libre-échange à même de déboucher sur un partenariat mutuellement bénéfique, indique un communiqué de l'APN.

L'ambassadrice de Turquie a exprimé ses sentiments de gratitude aux membres de l'APN pour le "vaste élan de solidarité" dont il ont fait montre suite au tremblement de terre dévastateur qui

frappé la Turquie, qualifiant ce geste de "devoir dicté par les relations historiques et les liens profonds" entre les deux pays et deux peuples frères. Au volet parlementaire, la diplomate a relevé la nécessité de «booster» le rôle des groupes parlementaires de fraternité et d'amitié pour «renforcer» le partenariat entre les deux pays amis, notamment à la lumière «des résultats de la visite d'Etat effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en Turquie, sanctionnée par la signature de plusieurs accords dans divers secteurs», ajoute la même source. Pour sa part, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali qui a

reçu, lundi à Alger, l'ambassadrice de la République de Turquie, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie, a saisi l'occasion pour souhaiter plein succès à l'ambassadrice dans ses nouvelles fonctions, louant «ses compétences et ses contributions au service de la coopération» entre les deux pays. Il s'est également félicité des "relations d'amitié" liant les deux pays et deux peuples frères, exprimant son souhait de "promouvoir l'action commune de manière à réaliser l'aspiration des deux pays à davantage de coopération dans le cadre d'un partenariat fructueux et privilégié".

HYDROCARBURES

**Gulf Petroleum cherche à investir en Algérie**

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a discuté des opportunités d'affaires et d'investissements avec le représentant de la Banque qatarie de l'énergie, Khalid Ben Jaber Al-Thani et le président exécutif de la compagnie pétrolière, Gulf Petroleum, Abdul Aziz Hamad Al Dulaimi. Les discussions ont eu lieu, dimanche, lors d'une rencontre entre les trois responsables au siège du ministère de l'Energie et des Mines. La rencontre tenue en présence de ca-

dres du ministère a permis «d'examiner les opportunités d'affaires et d'investissement offertes pour la compagnie pétrolière, Gulf Petroleum en particulier et les entreprises qatariennes de manière générale, dans les domaines des hydrocarbures et de la pétrochimie, à travers l'établissement de projets d'investissement promoteurs pour les deux parties en Algérie» indique un communiqué du ministère. Pour convaincre les Qataris de la justesse de leur décision, le ministre a

présenté «un aperçu sur le programme de développement du secteur de l'Energie et des Mines». Mohamed Arkab a également mis en avant «le contenu et les objectifs de la nouvelle loi sur les hydrocarbures dans la perspective de relancer les activités de recherche des hydrocarbures et leur exploitation en Algérie». D'autant que la nouvelle loi sur l'investissement constitue un véritable acquis à même de concourir à la réalisation d'un développement intégré et durable, en sus de créer un véritable climat d'investissement pour encourager les investisseurs et les porteurs de projets nationaux et étrangers. A ce titre, les deux parties ont exprimé leur «grand intérêt pour la création d'opportunités de coopération et d'investissement dans les domaines des énergies renouvelables, de fabrication locale des équipements de l'industrie pétrolière et d'exploitation des ressources minières pour l'obtention de matières premières utilisées dans les différentes industries manufacturières». R.E.

54<sup>ÈME</sup> ÉDITION DE LA FIA

**Algérie Telecom annonce sa participation**

Le groupe Télécom Algérie a annoncé sa participation à la 54<sup>ème</sup> édition de la Foire Internationale d'Alger (FIA), qui aura lieu du 20 au 26 juin 2023, au Palais des Expositions "pavillon central zone C", Pins Maritimes à Alger. La FIA est reconnue comme une vitrine incontournable de l'économie nationale, offrant une plateforme unique pour la mise en valeur des entreprises et la promotion de leurs produits et services. Dans ce contexte, le groupe Télécom Algérie et ses filiales saisissent cette opportunité exceptionnelle pour présenter leurs offres et services innovants au public.

La FIA réunira des dizaines de secteurs d'activité représentés par 324 entreprises issues de 30 pays, dont 165 entreprises étrangères et 159 nationale. Algérie Telecom disposera d'un stand spécialement aménagé ainsi que de chapiteaux dédiés pour accueillir les visiteurs intéressés par ses offres. Les représentants du groupe seront présents pour répondre aux questions des visiteurs sur les dernières solutions technologiques et les offres avantageuses disponibles. La participation du groupe Télécom Algérie à la FIA témoigne de son engagement à soutenir les

actions de coopération et de promotion de la production algérienne, contribuant ainsi à l'essor de l'économie nationale. C'est l'occasion pour le groupe de renforcer ses partenariats stratégiques et de nouer de nouveaux contacts avec des acteurs clés de divers secteurs. Le groupe Télécom Algérie et ses filiales invitent les visiteurs de la FIA à se rendre sur leur stand pour découvrir les dernières solutions et offres disponibles. Ils auront l'opportunité d'échanger avec les experts du groupe et d'explorer les possibilités de collaboration et de développement mutuel. R.E.

COOPÉRATION ALGÉRO-BIÉLORUSSE

**Une volonté commune pour aller de l'avant**

Le président de la Caci, Kamel Hamenni, a affirmé, ce lundi à Alger, que les rencontres d'affaires algéro-bielorusses, coïncidant avec la 54<sup>e</sup> Foire internationale d'Alger, sont une occasion supplémentaire pour le renforcement des liens entre les deux pays. Aujourd'hui, les échanges économiques «demeurent timides». D'où nécessité, de «redoublement d'efforts» pour booster la relation bilatérale économique, indique-t-il, le président de la CACI dans son allocution, à l'ouverture d'un forum d'affaires algéro-bielorusse, en appelant la communauté établie à l'étranger de jouer pleinement son rôle. Sur un autre registre, le même responsable a indiqué que

le climat d'affaires en Algérie est très favorable pour investissement, notamment à la lumière des «mesures stratégiques adoptées par le Gouvernement pour attirer les investissements étrangers». Aussi, relève le même responsable, l'Algérie dispose d'«atouts structurels», et d'un «tissu industriel dynamique et compétitif» notamment dans le cadre de la Zlecaf et la grande zone de libre-échange arabe. Pour M. Hamenni, l'Algérie constitue un «marché de choix», disposant d'«un environnement commercial parmi les plus développés en Afrique». Par ailleurs, le président de la Caci a proposé la mise en place d'un portail électronique pour permettre aux réunions B2B de se

tenir à distance. Quant à Igor Virigo, Premier Secrétaire de l'Ambassade de Biélorussie en Egypte, qui couvre la région Mena, il y a de fortes chances et de diverses opportunités pour booster la relation bilatérale. Pour sa part, Andrey Shakhnovich, directeur adjoint de l'entreprise Belinterexpo de la Chambre biélorusse de commerce et d'industrie, il annonce que 10 entreprises de son pays, spécialisées entre autres dans l'agroalimentaire, la métallurgie et l'automobile, seront présentes à la FIA. R.E.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Edité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
**Belmihoub  
Abdelaziz**

Directeur de  
publication  
**Radji Zahir**

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: [lesenjeuxeco@gmail.com](mailto:lesenjeuxeco@gmail.com)  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

**PUBLICITÉ**

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:  
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)  
[programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz)  
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28  
Fax : (021) 73.95.59  
(021) 73.99.19

D'UNE VALEUR MARCHANDE DE 200 MILLIARDS DE DA

# La gestion des déchets, un créneau porteur

*Le recyclage et la valorisation des déchets sont un créneau porteur. Des opportunités immenses se présentent dans ce domaine, d'autant que la valeur marchande des déchets dépasse les 200 milliards de DA. C'est un véritable gisement d'emplois, de valeur ajoutée et développement de nouvelles filières économique.*

Par Zahir R.

**E**n effet, toute une chaîne de valeur est à créer en consentant des investissements dans ce domaine de traitement des déchets, d'abord en protégeant l'environnement et la santé publique, et également à la création de l'activité. Selon le directeur général de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamen, les opportunités d'investissement dans le domaine du traitement et valorisation des déchets sont énormes. À titre d'exemple, seulement 32% de capacités de traitement industriel du plastique sont installées. En d'autres termes, il reste 68% à investir. Donc, le potentiel existe et le marché des déchets se développe davantage. Il suffit de mettre les mécanismes nécessaires et les outils pour le décollage de cette filière et d'atteindre les objectifs fixés par le ministère de l'Environnement et des EnR. L'invité du Forum de l'El Moudjahid a rappelé que la tutelle vise la valorisation de 30% de nos déchets d'ici 2035, alors le taux, actuellement, ne dépasse pas les 10% (9,83% selon les derniers chiffres) et la création de 15 000 emplois. Si l'Algérie réussit dans la valorisation de 30% de ses déchets, pas moins de 45 000 emplois seront créés à l'horizon 2035! Des démarches ont été entreprises afin de promouvoir l'éco-

nomie circulaire dans notre pays. Pour Karim Ouamen, le recyclage va nous aider dans la gestion et maîtrise des déchets et également la création d'emplois, mais « nous devons engager d'autres pistes afin de réduire la production de certains produits à la source ».

## Nécessité implication du secteur privé

Pour lui, la gestion des déchets est coûteuse, nécessitant la mobilisation de fonds important. L'implication du secteur privé est plus que nécessaire pour réduire les charges sur le Trésor public et surtout les collectivités locales et également pour garantir une gestion économique des déchets. Pour cela, la mise en place d'un dispositif incitatif et d'accompagnement pour les investisseurs est également nécessaire.

Outre l'implication du privé, il a nécessité, dira-t-il, de lancer de vastes campagnes de sensibilisation de l'opération du traitement des déchets, l'implication de la société civile et la mise en place d'un système de collecte efficace. En clair, une approche participative est plus que recommandée, avec la mise en place de mécanismes adéquats pour la valorisation de nos déchets.

La ministre de l'Environnement et des EnR, Fazia Dahleb avait annoncé que le gouvernement compte mettre sur pied un plan national de recyclage et de valorisation des

déchets, dont les quantités sont en constante augmentation. Il sera question de la création d'une commission interministérielle qui sera chargée de la mise en place de ce plan national.

La ministre de l'Environnement a tenu à préciser que seuls 7% des déchets inertes produits en Algérie sont recyclés. Selon elle, cette question n'est pas l'apanage de son département seulement et que le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales est concerné également par la collecte et la gestion de ces déchets. La ministre a évoqué aussi la question de la saturation des centres d'enfouissement technique (CET), causée notamment par le volume colossal des déchets et la rareté des assiettes foncières qui empêchent l'extension ou la réalisation de nouveaux centres. Ceci a encouragé l'installation de dépotoirs anarchiques, a déploré la ministre.

## 12,6 millions de tonnes de déchets en 2022

Une étude réalisée par l'Agence nationale des déchets (AND) sur le volume des déchets ménagers et dérivés à travers le territoire national sur la période 2019/2021 a fait ressortir une moyenne de 0,68kg/personne/jour en 2021 pour un quantité de 11,1 millions de tonnes de déchets produits la même année, a relevé la directrice de gestion intégrée des déchets à

l'Agence, Fatma Zohra Barça. Pour cette année, la quantité des déchets a augmenté pour atteindre 12,6 millions de tonnes, soit un ratio de 0,76 kg/personne/jour.

En outre, l'intervenante a indiqué que l'AND a élaboré une base de données pour la récupération des déchets, et ce, dans le but d'inciter les investisseurs à s'intéresser à ce segment d'activité. Le nombre d'opérateurs est en nette augmentation. Il est passé de 2900 en 2014 à 3090 en 2021, soit une hausse de 30%. Pour cette responsable, il y a un intérêt particulier pour le traitement et valorisation des déchets. D'ailleurs, durant 2022 et 2023, « nous avons recensé 3200 opérateurs en activité dans ce domaine, selon les derniers chiffres du CNRC », indiquait-elle. Concernant le traitement des déchets dangereux, la responsable a fait savoir qu'entre 35 000 à 40 000 tonnes sont générés annuellement, dont le traitement est pris en charge par 80 opérateurs. En somme, un grand travail est cours par les différents intervenants afin de valoriser et de maîtriser la gestion des déchets. La stratégie nationale mise en place par le secteur, qui a pour objectif de parvenir, à l'horizon 2035, à la valorisation des déchets au lieu de leur enfouissement, à travers l'exploitation de 30% des déchets ménagers, 30% des déchets spéciaux et 50% de déchets inertes.

AÏD EL ADHA

## Campagnes de sensibilisation pour le bon déroulement des abattages

L'Agence nationale des déchets (AND), en coordination avec les différents secteurs concernés, s'appête à organiser des campagnes de sensibilisation à travers l'ensemble du territoire national en prévision de l'Aïd El Adha et ce, pour le bon déroulement des opérations d'abattage et la valorisation des peaux de moutons, a indiqué lundi une responsable à l'AND.

S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée par l'AND sur "L'investissement dans le domaine de gestion des déchets en Algérie", au siège du quotidien El-Moudjahid, la directrice du Développement de l'économie verte à l'agence, Amel Asma a révélé "l'organisation de sorties de terrain, d'interventions médiatiques, de spots et d'enseignes de sensibilisation, à l'image des années précédentes, dans l'objectif de conscientiser les citoyens et préserver la propreté de l'environnement au niveau des sites réservés à l'abattage.

En prévision de l'Aïd El-Adha, prévu le 28 juin 2023, la même responsable a insisté que le respect des mesures sanitaires afin de se prévenir des zoonoses au niveau des marchés de bétails, des fermes et des points de vente, notamment au vue de la canicule qui frappe le pays, ajoutant que ces points étaient considérés comme "un espace propice à la transmission de ces maladies". La responsable a appelé à sacrifier les moutons au niveau des abattoirs agréés et contrôlés par les vétérinaires afin de s'assurer du contrôle des moutons avant et après l'égorgeage, soulignant "la mise à disposition des différents moyens de transport pour la collecte des déchets recyclables".

Il s'agit, poursuit la responsable, "de se débarrasser des déchets résultant des sacrifices en les renfermant dans des sacs étanches avant de les déposer dans les lieux réservés à cet effet".

"Le jet anarchique des déchets des sacrifices entraîne non seulement la pollution de l'environnement mais aussi une lourde tâche pour les agents d'hygiène", a-t-elle dit, rappelant la nécessité d'observer les horaires de dépôt et de collecte des déchets durant les jours de l'Aïd.

Par ailleurs, concernant l'investissement dans le domaine de gestion des déchets en Algérie, le directeur général de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane a affirmé lors d'une conférence de presse que l'AND s'emploie à promouvoir l'investissement en cette matière, précisant qu'"il s'agit non seulement du recyclage des déchets mais aussi de toutes ses phases de gestion, en l'occurrence le jet, la collecte et le tri des déchets et des matières recyclables et l'élimination des débris de manière saine et sécurisée".

Il a indiqué que l'Agence "aidera à orienter les jeunes à investir dans le domaine de gestion des déchets" en leur donnant toutes les informations et les données nécessaires sur l'économie verte et la nature de l'investissement dans le domaine en vue de diversifier les sources de revenus de l'économie nationale.

## ACADÉMIE DES SCIENCES ET DES TECHNOLOGIES

### Le transfert technologique en débat à Alger

Le transfert technologique en Algérie a fait l'objet, lundi à Alger, d'un débat lors d'un atelier organisé par l'Académie des sciences et des technologies (AST) avec la participation d'experts et de spécialistes dans le domaine. Intitulé "Quels démarches et indicateurs pour la concrétisation du transfert technologique en Algérie?", l'atelier s'inscrit dans le cadre du programme d'actions de l'AST pour l'année 2023. Plusieurs thèmes ont été abordés lors de cet atelier, dont notamment l'analyse des différentes formes de transfert technologique. Intervenant à cette occasion, la présidente de l'AST, Malika Allab-Yaker, a indiqué que les textes juridiques destinés à encourager l'implication des compétences nationales établies à l'étranger au développement du pays sont "en voie de finalisation". "Il est important de souligner

que les textes relatifs à la création d'un environnement idoine pour la participation de nos compétences nationales au développement économique, social et technologique sont en cours de finalisation", a-t-elle précisé.

Elle a relevé que la contribution des chercheurs algériens à l'étranger "apportera sans aucun doute une valeur ajoutée substantielle au développement national à travers le processus du transfert technologique", assurant que l'Etat "a consenti de grands efforts pour stimuler la valorisation des produits de la recherche et encourager l'innovation". Mme Allab-Yaker a rappelé, à ce titre, que plusieurs mécanismes ont été adoptés pour "accompagner les porteurs de projets, en plus de la motivation des acteurs universitaires pour la création de startups, en vue de contribuer au développement économique du pays". L'intervenante a cité, à cet

égard, les récentes mesures incitatives contenues dans la nouvelle loi sur l'investissement, considérant que les investissements directs étrangers (IDE) sont "un autre moyen d'accélérer le développement et améliorer la croissance pour plus d'attractivité et de retombées positives".

Abordant les atouts dont dis-

pose l'Algérie, à savoir le positionnement géographique stratégique, la disponibilité de la matière première et une main d'œuvre qualifiée, la présidente de l'Académie a plaidé pour "des alliances et des rapprochements ciblés" afin d'adapter et d'exploiter les nouvelles technologies.

R.E.

## TRAVAUX PUBLICS

### Mise en service de l'échangeur autoroutier Bouira-Est

**L**échangeur autoroutier Bouira-Est, visant à fluidifier la circulation automobile, a été mis en service lundi par les autorités locales, en présence du directeur régional de l'Algérienne des Autoroutes (ADA), Aziz Ait Kaci. Il s'agit d'un échangeur autoroutier d'une longueur de 2,3 km, qui donne accès à l'autoroute et à plusieurs routes nationales reliant Bouira à Sour El Ghoulane et El Hachimia via Oued El Bardi, ainsi que vers la ville de Bouira, selon les détails fournis à l'APS par le directeur régional de l'ADA.

Lancé en 2014 et achevé en 2018, ce projet mis en service par le wali, Abdelkrim Laâmour, et dont les travaux ont été confiés au groupement d'entreprises publiques

(EPTC-SAPTA-ENPS), "vise à fluidifier la circulation automobile sur cet axe autoroutier et à donner d'autres accès aux automobilistes vers l'Est et l'Ouest de la wilaya de Bouira", a souligné M. Ait Kaci.

Auparavant, les usagers de la route trouvaient d'énormes difficultés pour accéder à l'autoroute Est-ouest au lieu-dit "Sounda", les obligeant à chaque fois à emprunter des accès très étroits et dégradés, en faisant tout le détour jusqu'au rond-point d'Oued El Bardi. "Cet échangeur est composé de bretelles et d'un pont de 60 mètres qui donnent accès à la route nationale n 5 ainsi que vers Sour El Ghoulane, El Hachimia, et vers d'autres directions", a encore expliqué M. Ait Kaci à l'APS, sans donner toutefois le montant alloué à ce projet.

## PÉTROLE

**Le Brent recule à 76,28 dollars le baril**

Les cours du pétrole débutaient lundi la semaine en baisse, les investisseurs se montrant toujours inquiets quant à la demande chinoise d'or noir. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 0,43% à 76,28 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en juillet, abandonnait aussi 0,43% à 71,47 dollars.

« Les investisseurs craignant que les plans de la Chine pour soutenir l'économie ne soient pas suivis d'effets », commentent des analystes. La semaine dernière, la banque centrale chinoise a abaissé son taux directeur à court terme, une mesure pour aider l'activité de la deuxième économie mondiale dans un contexte d'essoufflement de la reprise post-Covid. Mais « la faiblesse des données économiques chinoises et les nouvelles hausses de taux d'intérêt des autres grandes banques centrales » continuent d'assombrir les perspectives » de la demande mondiale, résumant les analystes. Tamas Varga, analyste pour PVM Energy, rappelle également qu'en Chine, premier pays importateur de brut au monde, "le marché de l'immobilier ne s'est pas remis de l'effondrement de l'année dernière". De nombreuses données économiques pour le mois de mai laissent aussi les investisseurs inquiets quant à la santé de l'économie du pays, et donc quant à la résilience de la demande de brut.

"Les ventes au détail et la production industrielle ont été inférieures aux prévisions", souligne M. Varga, et les exportations chinoises "se sont contractées pour la première fois depuis trois mois".

"Pour parler franchement, la reprise après la levée des restrictions sanitaires à la fin de l'année dernière n'est pas à la hauteur", assène l'analyste. En parallèle, « l'augmentation des exportations de brut Iranien continue de peser sur le prix du pétrole », affirment les analystes de DNB, avec des niveaux d'exportation et de production touchant des sommets malgré les sanctions américaines.

Les exportations de brut Iranien ont atteint 1,5 million de barils par jour en mai selon les analystes, qui citent des données de Kpler, "soit le taux mensuel le plus élevé depuis 2018".

La participation au marché pétrolier de l'Iran est fortement limitée depuis 2018 et le rétablissement des sanctions économiques américaines par l'administration de Donald Trump.

"Malgré cela, les exportations ont augmenté pendant le mandat de son successeur, le président Joe Biden", affirment les analystes de DNB.

Agence

R E.

## CONTRÔLE TECHNIQUE DES VÉHICULES

**Des facilités accordées aux investisseurs**

Le ministre des Transports, Youcef Chorfa, a annoncé, lundi lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, qu'à l'avenir, « toutes les facilités seront accordées aux investisseurs dans le domaine du contrôle technique des véhicules ».

Par R E

S'exprimant en marge de la mise en service d'une agence de contrôle technique de véhicules légers et lourds, réalisée dans la localité de Ouled Khaled (commune de Sigus), fruit d'un investissement privé, le ministre a précisé que ces facilités seront consenties dans l'optique de « mettre en place un réseau solide de contrôle technique des véhicules à travers le pays ».

M. Chorfa a fait savoir, à ce

propos, que l'obligation faite aux agences d'intégrer dans leur activité de contrôle trois types de véhicules (voitures légères, utilitaires et motocycles) sera « supprimée », l'investisseur ayant la possibilité de consacrer ses interventions à « l'une de ces trois catégories ».

Le ministre des Transports a également souligné, à cet égard, qu'un décret, qui se trouve actuellement à l'étude au niveau du secrétariat général du Gouvernement, sera publié prochainement afin d'ouvrir davantage le marché dans ce domaine. Rappelant

également que les investissements, notamment dans les services, « créent de la richesse », M. Chorfa, a affirmé que les portes de l'investissement sont « ouvertes » et que des facilitations seront accordées aux prestataires afin qu'ils puissent « obtenir les documents nécessaires, notamment le certificat de conformité ».

Le ministre a ensuite inspecté, au chef-lieu de wilaya, la gare routière des "10 martyrs de Djebel Taref", où il s'est enquis de son fonctionnement, avant d'écouter des explications sur les spécifica-

tions de l'infrastructure ainsi que les préoccupations des transporteurs.

Il a également observé une halte au niveau du guichet de billetterie électronique pour s'enquérir des services qui y sont fournis aux voyageurs. Le ministre des Transports devrait poursuivre sa visite de travail dans la wilaya d'Oum El Bouaghi pour y inspecter des projets et des structures relevant de son secteur dans les communes d'Oum El Bouaghi, d'Ain Beïda et d'Ain M'lila.

## VÉHICULES DONT L'ANNÉE DE MISE EN CIRCULATION EST INCONNUE

**Appel à régulariser la situation avant le 31 décembre 2023**

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a appelé, lundi, les propriétaires des véhicules dont l'année de mise en circulation est inconnue, et portant les diagrammes "22" ou "33", à régulariser leur situation avant le 31 décembre 2023, pour éviter les sanctions prévues par la législation.

"Les propriétaires des véhicules dont l'année de mise en circulation est inconnue, portant les diagrammes +22+ ou +33+, sont appelés à régulariser la situation de leurs véhicules avant le 31 décembre 2023, et ce en vue d'éviter les sanctions prévues par la législation et la réglementation en vigueur, notamment les dispositions de la loi n 01-14 du 19 août 2001 relative à l'orga-

nisation, la sécurité et la police de la circulation routière, modifiée et complétée", a rappelé le ministère dans son communiqué.

Le ministère a souligné que les propriétaires de ces véhicules doivent se rapprocher des services des mines territorialement compétents afin d'effectuer un contrôle de conformité et déterminer leur

suite à quoi, ils devront déposer le procès-verbal du contrôle de conformité au service d'immatriculation pour élaborer des cartes d'immatriculation et remplacer les plaques d'immatriculation des véhicules portant les diagrammes "22" ou "33" par la date de sa première mise en circulation.

R E.

## CONSOMMATION DE L'ÉNERGIE

**260 mds DA pour mettre en œuvre le programme de rationalisation**

L'Etat a débloqué un montant de 260 milliards de dinars pour la mise en œuvre du programme de rationalisation de la consommation de l'énergie à un taux de 10% à l'horizon 2030, a indiqué dimanche à Oran Merouane Chaâbane, Directeur général de l'Agence nationale de développement de l'utilisation et rationalisation de l'énergie.

L'Etat a alloué des sommes importantes pour mettre en œuvre le programme national de maîtrise de l'énergie dans le cadre de sa stratégie de rationalisation de la consommation d'énergie et de transition énergétique qui s'étend sur plusieurs étapes, dont un montant de 260 milliards de dinars pour mettre en œuvre le plan intérimaire qui s'étend de 2023 à 2030, visant à réduire la consommation d'énergie de 10%, indiqué à l'APS M. Chabane, en marge de la première journée des travaux du séminaire national sur "l'économie de l'énergie, efficacité énergétique", organisé à l'Université des Sciences et de la Technologie Mohamed Boudiaf d'Oran.

Le programme élaboré à cet effet, a-t-il dit, comprend plusieurs activités et projets touchant le secteur de l'habitat en tant que secteur qui consomme le plus d'énergie, soit de l'ordre de 46%, suivi des secteurs des transports et de l'industrie, dont la contribution financière au remplacement des équipements

consommateurs d'énergie, à leur tête les climatiseurs et les chauffages pour les citoyens et les instances, ainsi que la contribution au remplacement des appareils et des lampes de l'éclairage public, à travers un programme renfermant 350.000 points lumineux et d'autres projets, dont le changement d'énergie des véhicules de l'essence au Gaz de pétrole liquéfié (GPL).

Le Directeur général de l'Agence nationale de développement de l'utilisation et rationalisation de l'énergie a souligné que les activités menées par son Agence, notamment les activités de sensibilisation au profit des citoyens et des grands consommateurs, "ont commencé à porter leurs fruits. Un plus grand nombre de citoyens et de grands consommateurs ont commencé à comprendre la politique de l'Etat en matière de rationalisation des consommations d'énergie et s'y engagent", a-t-il relevé.

M. Chaâbane a annoncé, en outre, le lancement, courant 2023, d'un projet pilote de chauffage et de climatisation collectifs dans l'un des organismes publics, qui sera choisi prochainement, et qui sera soit une collectivité locale, soit un établissement universitaire, soit un grand hôpital, dans le cadre d'une initiative visant un fonctionnement centralisé de ces dispositifs à grande échelle. Boudghen Stambouli, de l'Université des Sciences et de la Technologie Mohamed

Boudiaf d'Oran, a donné un aperçu sur les travaux scientifiques qui se déroulent dans cet établissement universitaire comme contribution à la stratégie de l'Etat en matière d'économie d'énergie et de transition énergétique qui comprend une formation aux phases de Master et de Doctorat dans plusieurs domaines liés à l'économie de l'énergie, au développement des énergies renouvelables et des projets de recherche spécialisés dans le même domaine.

La même université a bénéficié dans ses travaux, dans le cadre de sa coopération antérieure avec six universités japonaises, du financement d'un projet d'étude et de recherche sur les énergies renouvelables d'une valeur de 5 millions de dollars, ayant pris fin en 2016, a indiqué M. Stambouli, ajoutant qu'un grand nombre de travaux scientifiques et de recherches sont toujours en cours dans ce domaine.

Un ensemble de start-up prennent part aux travaux de cette rencontre, de deux jours, organisée en coopération avec la Faculté de génie électrique de l'université des sciences et technologie Mohamed Boudiaf d'Oran et le Bureau d'études et de concertations "Sisol", avec des solutions techniques et des innovations qui contribuent à l'économie d'énergie.

R E.

## SÉCURITÉ ET EXPLOITATION DES PLAGES

## Les pouvoirs publics haussent le ton !

La saison estivale 2023 semble s'achever vers la douceur, le farniente et des vacances tranquilles. En effet, alors que les saisons passées, ont été caractérisées par une certaine gabegie, de confusion et de règles non appliquées, celle à venir semble tenir à cœur pour le gouvernement. En effet, le ministre de l'Intérieur annonce que cette année, la loi sur l'exploitation des plages sera appliquée dans toute sa rigueur.

Par Réda Hadi

Il n'est nul besoin d'être expert, pour s'apercevoir que nos plages ne répondent plus aux besoins des citoyens. Un constat relevé par le ministre de l'Intérieur, qui promet d'ores et déjà une saison estivale des plus réussies. Selon lui, des moyens en accord avec les besoins ont été dégagés. Les services de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale et de la Protection civile renforceront leur présence sur le terrain pour maintenir la sécurité et l'ordre public et protéger les citoyens. Et ce n'est pas tout. La surveillance sur le terrain sera, également, renforcée pour faire respecter la gratuité de l'accès aux plages et faire face à tous les risques pouvant compromettre la tranquillité et le confort des citoyens. Selon le ministre de l'Intérieur, la question la plus nos concitoyens, est la gratuité de l'accès aux plages. Cette année, plus de 430 plages sont autorisées à la baignade à travers 14 wilayas côtières durant la saison estivale 2023.

Aussi pour lever tout équivoque, le ministre de l'Intérieur a tenu à rassurer les estivants, que la loi sur l'exploitation des plages sera appliquée, dans toute sa rigueur, et qu'aucun dépassement ne sera toléré, tant en matière d'hygiène que d'exploitation des plages. Or c'est principalement, ce volet qui inquiète les Algériens. Les forces de gendarmerie qui seront déployées veilleront au grain. Les forces de gendarmerie qui seront déployées veilleront au grain. Une dame qui habite les 800 logements à Boumerdes, s'indigne de ne pas pouvoir profiter des bons endroits, parce que, ceux qui le sont, sont occupés par des loueurs de parasol, de chaises longues. «J'habite à 200 m de la plage, et je trouve aberrant, qu'on me fasse payer un endroit censé être gratuit. Selon la loi, le concessionnaire est dans son droit de louer ses articles, mais je suis dans le mien, d'occuper n'importe quel lieu de la plage que je choisis. Or, si je ne m'acquiesce pas de payer, je suis pratiquement chassée manu militari. La aussi la force pu-

blique devrait intervenir, et protéger le citoyen », nous dit elle.

Ce problème est tel que les la wilaya d'Alger a décidé de mettre un terme au diktat des « plagistes » en mettant en place des mesures pour remédier aux insuffisances enregistrées durant les années précédentes.

Concernant l'organisation de l'activité commerciale (vente de boissons, restauration rapide et autres services) au niveau des plages, la wilaya d'Alger l'a confiée à l'Office des parcs, des sports et des loisirs d'Alger (OPLA), conformément à un cahier des charges.

A Palm Beach, une plage à l'Ouest d'Alger, les mêmes propos nous sont tenus, avec une insistance particulière pour l'hygiène. L'insalubrité gagne nos plages, chaque année et les services en charge de ce volet sont rares et ceux qui les contrôlent, encore plus.

«L'an passé, après m'être disputé avec un plagiste qui voulait absolument me faire payer ma place en louant un parasol, j'ai vite déchanté en voyant qu'à 10 h du matin, la plage était jonchée de papier,

de plastique, et même des couches bébé sales. C'est inadmissible ! Ajouté à l'incivisme de certains estivants, le laxisme de la marie, devrait être aussi une priorité pour le ministre de l'Intérieur. Les vacances, c'est tout un ensemble. La force de l'Etat et d'appliquer les règles, pour qui que ce soit, et les services administratifs ne doivent pas en être exclus », nous dit Amar, la quarantaine, qui avoue qu'il garde espoir de passer de bonnes vacances. Sur injonctions du Président Tebboune, notre diaspora n'a pas été oubliée. Le ministre de l'Intérieur a insisté sur la nécessité de réunir toutes les conditions humaines et matérielles pour que les citoyens vivants à l'étranger, puissent jouir de vacances agréables renforçant le lien avec leur patrie.

Sur ce chapitre, le ministre a abordé le volet relatif aux facilités des procédures de voyage, soulignant que des instructions fermes ont été adressées à l'ensemble des intervenants à tous les niveaux à commencer par les services consulaires en passant par les compagnies de transports aérien et maritime.

## ENERGIE NUCLÉAIRE

## L'AIEA disposée à assister l'Algérie

Le ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, a reçu, lundi, le directeur général adjoint de l'Agence internationale de l'énergie Atomique (AIEA) - chef du Département de la coopération technique, Hua Liu, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence du Commissaire à l'énergie atomique et des cadres du ministère, les deux parties ont passé en revue les travaux de la 34ème réunion du groupe de travail technique (TWGM) de l'Accord régional de coopération pour l'Afrique sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires (AFRA), accord dont l'AIEA est dépositaire", a précisé la même source.

A cet effet, M. Liu a exprimé son "entière satisfaction du déroulement de cette réunion en Algérie et la bonne coopération existante, qui a permis aux membres de l'AFRA d'examiner la mise en œuvre des activités en cours de l'AFRA, d'étudier les propositions de nouveaux projets et de formuler des recommandations à ce sujet en vue de leur inclusion dans le prochain programme de l'AFRA".

Il a, également, exprimé «la disponibilité de l'Agence à assister l'Algérie dans tous les domaines de l'énergie nucléaire et ses utilisations énergétiques et non-énergétiques à des fins pacifiques, notamment dans le domaine de la santé, de l'agriculture et du dessalement d'eau de mer», a fait savoir le ministère.

Les entretiens ont, également, porté sur «l'examen de l'état de la coopération entre l'Algérie, à travers le Commissariat à l'énergie atomique (COMENA) et l'Agence dans les domaines des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, notamment dans les domaines de la formation des formateurs et dans le domaine de l'utilisation de la technologie nucléaire en médecine et des procédures d'imagerie pour le traitement et le diagnostic, ainsi que la production des isotopes radioactifs en Algérie», a-t-on souligné de même source.

R E.

## LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊTS

## Des mesures urgentes et préventives annoncées

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, ce lundi, dans un communiqué la prise de mesures urgentes et préventives dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les feux de forêts au titre de la saison 2023, et ce au regard des conditions climatiques que traverse le pays actuellement, marquées par une vague de chaleur. «Vu les conditions climatiques actuelles marquées par une hausse des températures et dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les feux de forêts au titre de la saison 2023, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé une série de mesures urgentes et préventives, à partir du 15 juin», lit-on dans le communiqué. Il s'agit de «mobiliser l'ensemble des intervenants parmi les conservateurs et fonctionnaires de l'administration des forêts à travers le territoire national et à tous les niveaux, en état d'alerte maximale en vue de parer à toute urgence, 7j/7 et 24h/24», et d'intensifier les patrouilles communes au niveau de tous les espaces forestiers et aux alentours, par les services des forêts, la Protection civile et les services de sécurité". En vue de limiter les risques de déclenchement des feux de forêts, le ministère a fait état dans le même

communiqué du «gel de la production du charbon». Quant au niveau préventif, ces mesures prévoient le renforcement des campagnes de sensibilisation à travers l'ensemble des médias de presse écrite et audio-visuelle, en sus des réseaux sociaux et des radios locales, ajoute la même source. Dans ce contexte, le ministère a appelé "l'ensemble des citoyens et des comités locaux des habitants riverains des forêts à la nécessité de respecter les mesures préventives

en vue de parer à toute urgence", rappelant le numéro vert 10-70 pour signaler tout danger ou dépassement susceptible de déclencher des feux.

Selon le communiqué, «ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la préservation des ressources forestières et de la protection des personnes et des biens jouxtant les milieux forestiers, et exigent de tous les responsables et intervenants de se mobiliser de manière permanente tout au long de la campagne ».

## CÉRÉALES

## L'Algérie prend la présidence du CIC à partir de juillet 2024

L'Algérie, élue à l'unanimité vice-présidente du Conseil international des céréales (CIC) pour la période 2023-2024, présidera cette instance à compter de juillet 2024 pour une période d'un an, indique le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, lundi, dans un communiqué. L'Algérie a été élue au poste de vice-président du CIC, en marge de la 58e session du Forum mondial du CIC, tenue à Londres, les 12 juin et 13 juin, précise la même source, relevant que cette élection "permettra de renforcer la position

de l'Algérie qui aura désormais une vision prospective en matière de production, d'importation et d'exportation de céréales sur le marché international, notamment en cette conjoncture caractérisée par des conditions économiques et géopolitiques exceptionnelles". Cette élection permettra également à l'Algérie de "tirer profit des expériences et expertises des pays leaders en matière de production céréalière, particulièrement à travers la concrétisation du nouveau plan de développement de la filière céréalière et légumineuse,

que le secteur agricole s'emploie à mettre sur le terrain afin de réaliser la sécurité alimentaire", note la même source.

Le CIC est une organisation ayant pour objectif de renforcer la coopération internationale dans le commerce des céréales, contribuer à la stabilité des marchés des céréales et améliorer la sécurité alimentaire mondiale.

A noter que "l'Algérie assurera la présidence du CIC, à compter de juillet 2024, conformément aux Statuts du Conseil".

R E.

FESTIVAL DES CLUBS DE RECHERCHE HISTORIQUE

**Les Élèves de 23 wilayas se réunissent à Batna**

La quatorzième édition du festival scolaire national des clubs de recherche historique a débuté à la maison de la culture de Batna, et se poursuivra jusqu'au mercredi 21 juin, soit quatre jours de compétitions. Initiée par le ministère de l'Éducation nationale, cette édition est placée sous le slogan : « L'histoire nationale... une mémoire qui ne s'oublie pas ». Cette manifestation culturelle, artistique et pédagogique s'inscrit dans le cadre de la politique tracée par le secteur de l'éducation nationale, visant à stimuler le patriotisme en milieu scolaire. Cette année, elle se distingue par la participation d'élèves provenant de 23 wilayas du pays. À cet effet, les clubs scolaires sont appelés à prendre part à un concours dont le thème principal consiste à présenter un travail de recherche audiovisuelle d'une durée de quinze minutes, portant sur un fait historique ou une personnalité révolutionnaire ou patriotique. A noter que la direction de l'Éducation de Batna a pris les choses en main en mobilisant toutes les ressources humaines et matérielles permettant d'assurer le succès de ce festival, qui s'annonce haut en couleurs. Un grand prix sera décerné au meilleur club, tandis que d'autres récompenses seront attribuées aux meilleurs travaux dans différentes catégories. Par ailleurs, pour animer l'événement et permettre aux participants de profiter de cette rencontre scolaire nationale et de passer un séjour agréable à Batna, des visites guidées dans des musées et vers des sites historiques, archéologiques et touristiques seront organisées au profit des groupes d'élèves de toutes les délégations. De plus, un ouvrage sera réalisé afin de consigner tous les aspects de ce festival, de manière à servir de référence pour de futurs événements de ce type.

TLEMCEM

**Plus de 100 participants à une session de formation nationale sur les métiers traditionnels**

Plus de 100 enseignants du secteur de la Formation professionnelle et des artisans participent à une session de formation nationale sur les métiers traditionnels, organisée à Tlemcen, a indiqué lundi, un communiqué de la Direction de la Formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya. Cette session, organisée par cette direction à l'Institut national de l'artisanat, de l'hôtellerie et du tourisme, du 11 au 15 juin, comprend un atelier sur le Zelij (céramique d'art), la forge, la peinture, le ciselage, la décoration, la mosaïque traditionnelle, la dinanderie, la sculpture sur bois et sur plâtre, la maroquinerie, la joaillerie, le soufflage du verre, le tissage et l'habit traditionnel, selon la même source. Destinée aux formateurs de la filière des métiers traditionnels et aux artisans de 30 wilayas du pays, cette formation est encadrée par des enseignants de la formation et de l'enseignement professionnels, pour inculquer aux participants les techniques modernes de ces métiers, selon le communiqué. Cette session, intitulée "Formation technique dans le domaine de l'artisanat et des métiers en vue de préserver le patrimoine traditionnel authentique", vise à renforcer les capacités des formateurs et artisans et à développer les compétences techniques dans le domaine de l'artisanat, a noté la même source.

RÉSORPTION DE L'HABITAT PRÉCAIRE À BOUIRA

**Relogement de 49 familles**

Dans le cadre du programme de l'État visant la résorption de l'habitat précaire (RHP) deux nouvelles opérations ont été organisées, hier, au niveau des communes de campagne relevant de la daïra de l'ex-Maillot, actuellement M'chedallah à savoir Saharidj et Ath-Mansour.

En effet, le wali de Bouira, Abdelkrim Laamouri en compagnie de plusieurs responsables et élus locaux se sont rendus dans la commune de Saharidj, où ils ont assisté à l'opération de recensement de 49 familles dans de nouvelles maisons, elles qui vivaient depuis plusieurs décennies dans des taudis répartis sur plusieurs quartiers du chef-lieu de la commune. Les taudis en question ont été aussitôt démolis et les assiettes du terrain récupérées afin de servir à l'implantation des équipements publics et des loge-

ments sociaux. L'opération s'est déroulée dans de très bonnes conditions. Après la commune de Saharidj le tour était pour sa voisine Ath Mansour, ici encore dix familles qui habitaient depuis plusieurs années dans des maisons précaires ont été recasées dans de nouveaux appartements récemment réalisés au chef-lieu de la commune. Par ailleurs, il importe de souligner que cette opération de la résorption de l'habitat précaire est la neuvième du genre à avoir lieu au niveau de plusieurs communes de la wilaya de Bouira et ce en plus à 20 autres opérations de la distri-

bution de logements sociaux de type LPL, indiquera Lila Merzouk chargée de la communication de la wilaya de Bouira. Selon notre interlocutrice plusieurs autres opérations du genre sont prévues pour les quelques semaines à venir dont la plus importante aura lieu le 5 juillet prochain. Ce qu'il faut encore retenir est que la wilaya de Bouira n'a jamais connu autant d'opérations de distribution de logements sociaux depuis plusieurs années, lesquelles opérations se sont déroulées dans des très bonnes conditions sans aucun incident.

UNIVERSITÉ DJILLALI LIABES DE SIDI BEL ABBÈS

**« Grand succès » en matière de projets innovants et de recherche scientifique**

L'université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbès a réalisé « un grand succès » dans le domaine des projets innovants et de la recherche scientifique et dans le développement technologique, a affirmé le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique « L'évaluation de cette université aujourd'hui est très positive, sachant qu'il a été enregistré près de 1.200 projets innovants sur 2.000 étudiants inscrits ayant achevé leurs études en Master, soit plus de 50 % d'étudiants diplômés qui pourront concrétiser leurs projets innovants et leurs idées sous forme de start-up et micro-entreprises », a souligné le ministre dans une déclaration à la presse, en marge de la visite de travail à l'université Djillali Liabès, en compagnie du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-

entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid. Plus de 90 % des projets enregistrés ont décroché un brevet d'invention, a indiqué M. Baddari, déclarant que « ces chiffres démontrent une orientation effective des étudiants vers le monde de l'entrepreneuriat et une culture de création de postes d'emplois et de la richesse au niveau local, au sein de start-up et de micro-entreprises comme locomotive du développement économique et social dans la région ». Pour sa part, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises a souligné que « l'université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbès, pionnière dans le domaine des projets innovants et de la recherche scientifique au niveau national, a été classée à Shanghai (Chine), ce qui dénote son importance sur le plan académique et l'intérêt grandissant

de sa production scientifique ». Le ministre a insisté sur l'importance d'intensifier les efforts de tous les acteurs concernés afin de rapprocher davantage l'université du monde de l'économie, répondre aux attentes des porteurs de projets et permettre à leurs idées et leurs projets innovants d'être concrétisés sur le terrain. Les deux ministres ont saisi l'occasion pour visiter la faculté des sciences et de la technologie où une plateforme numérique au niveau de l'université a été présentée, de même qu'un projet d'une entité sectorielle dédiée à la conception et la fabrication de moyens scientifiques pédagogiques destinés aux secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de l'éducation. Les ministres ont assisté également à la présentation de trois projets de création de Start-up ayant trait à la produc-

tion de l'eau traitée à l'ozone et à l'éradication des insectes nuisibles, en plus du projet d'un laboratoire de recherche « ABILAC » relevant de la faculté de génie électrique et autre en cours de réalisation d'une plateforme technologique. En outre, MM. Kamel Baddari et Yacine El Mahdi Walid se sont rendus au siège de l'incubateur de l'université où leur a été présentée une fiche technique, avant de visiter la Maison de l'entrepreneuriat et la Maison de l'intelligence artificielle. Ils ont également assisté à la présentation de projets innovants de start-up et inspecté le centre d'appui technologique ainsi que le centre intensif des langues. La visite ministérielle a été clôturée au niveau du rectorat de l'université où s'est tenue une réunion-débat avec la famille universitaire.

CONSTANTINE

**Les vacances seront agréables et accessibles à tous !**

Le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, a supervisé hier, la cérémonie d'ouverture officielle de la saison estivale 2023, sous le slogan : « Notre pays nous rassemble ». Il était accompagné du président de l'Assemblée Populaire de Wilaya (APW), des autorités sécuritaires et civiles ainsi que des directeurs exécutifs. Dans une déclaration, il a souligné que le programme établi dans ce cadre prend en compte tous les détails pour servir les citoyens et assurer un été agréable. Il a déclaré : « Cela implique la préparation de l'environnement de vie dans les cités, tels que l'éclairage public, l'hygiène, la collecte des déchets, les jardins publics et les espaces verts, ainsi que l'approvisionnement

en eau potable ». La délégation officielle s'est dirigée, en premier lieu, vers la piscine olympique qui jouxte le complexe sportif Hamlaoui, où après avoir visité la piscine, le chef de l'exécutif a fait l'annonce solennelle de l'ouverture officielle de la saison estivale. Il a ensuite donné le coup d'envoi du plan bleu, où un groupe de 350 enfants des différentes communes de la wilaya a pris la route vers les plages de Skikda, parmi les 15.000 qui vont bénéficier de ce programme durant la saison estivale courante. Le wali a visité, par la suite, le salon national des métiers de l'artisanat traditionnel, qui se tient au palais de la culture Mohamed El Aïd El Khalifa. Des artisans et différentes wilayas du pays y ont mis en

exergue le riche patrimoine algérien, avant de visiter une exposition de sensibilisation sur la saison estivale. Différents secteurs y ont participé, à l'instar de la Gendarmerie nationale, la Sûreté nationale, la Protection civile, la Conservation des forêts, la santé, le commerce, le tourisme, la jeunesse et sports et la culture. Sayouda a aussi officiellement lancé le départ d'une caravane de sensibilisation qui sillonnera toutes les communes de la wilaya, afin de prévenir contre les différents dangers au cours de la saison estivale. Ceci concerne, entre autres, la natation dans les surfaces d'eau et les plages interdites, les incendies des forêts et les intoxications alimentaires.

## DÉSAMÉRICANISATION

# Comment la Chine restructure son secteur des puces électroniques

*Sept mois après que Washington ait dévoilé de sévères mesures [dans le contexte de sa guerre commerciale contre la Chine, NdT], les entreprises chinoises redoublent d'efforts pour mettre en place des chaînes d'approvisionnement locales et reçoivent des milliards de dollars de Pékin et des investisseurs.*

**E**n octobre dernier, les projets de construction d'une imposante usine de semi-conducteurs située dans le centre de la Chine et appartenant à une grande entreprise soutenue par l'État sont tombés à l'eau. L'administration Biden a intensifié sa guerre commerciale en matière de technologie, coupant l'accès de la Chine aux outils occidentaux et aux travailleurs qualifiés dont elle a besoin pour fabriquer les semi-conducteurs les plus sophistiqués.

Certains des employés, de nationalité américaine, ont quitté l'entreprise. Trois fournisseurs d'équipements américains ont presque immédiatement interrompu leurs livraisons et leurs services, et l'Europe et le Japon devraient bientôt en faire de même. L'installation appartenait à Yangtze Memory Technologies Corporation, ou YMTC, un fabricant de puces mémoire que Xi Jinping, le président chinois, a présenté comme le porte-drapeau de la course à l'autonomie de la Chine. Aujourd'hui, le fabricant de puces et ses pairs s'empressent de revoir leurs chaînes d'approvisionnement et de réécrire leurs plans d'activité.

Près de sept mois plus tard, les barrières commerciales américaines ont eu pour effet d'accélérer les efforts de la Chine en faveur d'un renforcement de l'indépendance du secteur des puces. La technologie et l'argent occidentaux ont disparu, mais les fonds publics abondent pour favoriser la production locale de semi-conducteurs moins perfectionnés, mais néanmoins lucratifs. La Chine n'a pas renoncé à fabriquer des puces haut de gamme : les fabricants tentent de travailler sur le territoire national avec des composants plus anciens provenant de l'étranger et non bloqués par les sanctions américaines, ainsi qu'avec des matériels moins perfectionnés. Les restrictions sévères imposées par les États-Unis découlent de l'inquiétude suscitée par ce que les autorités de Washington considèrent comme la menace que représente l'utilisation par la Chine de ses firmes technologiques pour moderniser son arsenal militaire. Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale, a récemment qualifié ce sentiment de « nouveau consensus » de Washington quant au fait que des décennies d'intégration économique avec la Chine n'ont pas été couronnées de succès, ajoutant que les nouveaux contrôles étaient « minutieusement adaptés » pour s'attaquer aux semi-conducteurs chinois les plus en pointe.

En vertu des règles adoptées en octobre, les entreprises et les citoyens américains ne peuvent plus aider les entreprises chinoises qui fabriquent des puces électroniques répondant à un certain seuil de sophistication. Ces mesures vont au-delà des restrictions commerciales imposées par l'administration Trump à certaines entreprises, comme le géant chinois des télécommunications Huawei.

Lors des tensions commerciales antérieures, Pékin a mobilisé des sommes considérables pour développer des alternatives locales face aux fabricants de puces occidentaux. Mais les composants étrangers étaient alors facilement disponibles et de meilleure qualité, ce qui a dissuadé de nombreuses entreprises chinoises de franchir le pas.

Ces réticences quant à l'utilisation de matériaux en provenance de Chine semblent vouloir se calmer. Les entreprises technologiques chinoises, en amont et en aval de la chaîne d'approvisionnement, étudient actuellement la façon dont on peut remplacer les puces occidentales et les composants connexes, même ceux qui ne sont pas concernés par les contrôles américains. Le Guangzhou Automobile Group, un constructeur public de véhicules électriques, a déclaré en février qu'à terme, il avait l'in-

tention d'acheter la totalité des quelque 1 000 puces qui équipent ses voitures auprès de fournisseurs chinois. Il achète actuellement 90 % de ses puces à l'étranger.

« Dans de nombreux domaines, l'objectif de la Chine est de désaméricaniser les chaînes d'approvisionnement », a déclaré Paul Triolo, vice-président principal pour la Chine au sein du cabinet de stratégie Albright Stonebridge Group.

Des dizaines d'entreprises chinoises spécialisées dans les puces électroniques sont en train de finaliser leurs plans pour lever des fonds par le biais d'offres publiques cette année. Parmi elles figurent Hua Hong Semiconductor, le deuxième fabricant de puces de Chine, ainsi qu'un fabricant d'outils pour puces soutenu par Huawei.

Les différends technologiques entre les deux plus grandes économies du monde ne montrent aucun signe d'apaisement. L'administration Biden a rédigé, mais n'a pas encore publié, de nouvelles règles qui limiteraient les investissements américains en capital-risque dans les entreprises de puces avancées en Chine. Les investissements étrangers dans le secteur chinois des semi-conducteurs ont déjà chuté cette année à 600 millions de dollars, leur niveau le plus bas depuis 2020, selon les données de PitchBook, qui suit l'évolution du financement privé. Les autorités envisagent de renforcer les contrôles sur des technologies telles que l'informatique quantique ou les équipements de fabrication de puces.

Les restrictions américaines ont incité Pékin à activer un fonds d'État qui était resté inactif en raison du gaspillage et de la corruption : Le « Big Fund » du gouvernement a injecté environ 1,9 milliard de dollars dans Yangtze Memory Technologies Corp (YMTC) en février pour renforcer son action face aux restrictions américaines. Le fonds a également investi récemment auprès de fournisseurs en matériel et en équipement de fabrication de puces, selon les médias d'État.

Grâce à ces nouvelles subventions, les chaînes d'approvisionnement chinoises doivent pouvoir se passer des composants occidentaux. La ville de Guangzhou, dans le sud du pays, a affecté cette année plus de 21 milliards de dollars à des projets relatifs aux semi-conducteurs et à d'autres projets technologiques, notamment ceux qui visent à supplanter les fournisseurs occidentaux d'équipements pour les puces. Selon des rapports d'entreprises et des communiqués de presse, les commandes de matériel fabriqué en Chine ont augmenté au cours des derniers mois.

M. Xi n'a pas mâché ses mots concernant ce qu'il considère comme une tentative des pays occidentaux d'imposer un « endiguement complet » de la Chine. Lors d'une importante séance législative en mars, le président chinois a interrompu les remarques d'un représentant de fabricant chinois de grues. L'échange a été largement rapporté par les médias d'État : « Les puces électroniques utilisées dans vos grues sont-elles fabriquées localement ? » a demandé M. Xi. Oui, a répondu le représentant. Selon les estimations de Yole Group, un cabinet d'études de marché, jusqu'à présent, moins de 1 % de tous les semi-conducteurs en Chine sont des produits haut de gamme de l'industrie soumis aux contrôles américains. Le reste est constitué de semi-conducteurs moins avancés, ou « matures », que l'on trouve dans les biens de consommation électroniques grand public et les voitures, et qui représentent « la majeure partie de l'activité », a déclaré Jean-Christophe Eloy, directeur général de Yole Group. Ces puces, qui n'ont pas été affectées par les mesures de contrôle prises par l'administration Biden en octobre, bénéficient aujourd'hui d'un re-

gain d'investissement, a-t-il ajouté.

Les deux plus grands fabricants chinois de puces, la Semiconductor Manufacturing International Corporation (SMIC), soutenue par l'État, et Hua Hong Semiconductor, ont chacun annoncé que des milliards de dollars seraient consacrés cette année à l'expansion de la production de puces matures, à en croire les communiqués.

Pourtant, à long terme, le manque d'accès de la Chine aux outils de classe mondiale nécessaires à la fabrication des puces pourrait freiner ses progrès dans de nombreuses industries de pointe telles que l'intelligence artificielle et l'aérospatiale, selon Handel Jones, directeur général de International Business Strategies, une société de conseil.

Selon les estimations de Yole Group, en août dernier, YMTC avait pour objectif de tripler sa part de la production mondiale de puces pour atteindre 13 % d'ici 2027, défiant ainsi les fabricants historiques de puces comme l'américain Micron Technology. Confronté à des difficultés pour construire sa deuxième usine, le fabricant chinois de puces mémoire devrait voir sa production décliner pour ne plus représenter que 3 % du marché en 2027.

Les entreprises internationales qui investissaient auparavant dans l'industrie chinoise des semi-conducteurs sont aujourd'hui en train de réorienter leurs investissements ailleurs. Les principaux fabricants de puces de Corée et de Taïwan, Samsung et Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), investissent des milliards de dollars dans une nouvelle production aux États-Unis. Le fabricant de puces taïwanais sollicite des subventions américaines pour son usine d'Arizona, ce qui va l'obliger à freiner ses investissements en Chine pendant une décennie.

Dans le même temps, selon les experts, le recul de l'influence étrangère sur le secteur chinois des puces crée des opportunités pour les entreprises nationales. Le mois dernier, un fabricant d'équipements de semi-conducteurs a fait son entrée à la bourse de Shanghai. Les actions de cette société, Crystal Growth & Energy Equipment, ont grimpé de 30 % depuis lors.

« C'est en raison des sanctions qu'il y a maintenant des opportunités sur le marché », a déclaré Xiang Ligang, directeur d'un consortium technologique situé à Pékin, qui conseille le gouvernement chinois en matière de questions technologiques. « Désormais, il nous est possible de nous développer. » Le récent afflux d'argent public pourrait accroître la part de la Chine dans la production mondiale de puces d'entrée de gamme. Selon un rapport rédigé conjointement par Rhodium Group, une société de conseil, et Stiftung Neue Verantwortung, un groupe de réflexion de Berlin, la Chine pourrait, au cours de la prochaine décennie, prendre en charge près de la moitié de la capacité de production mondiale de la catégorie de semi-conducteurs à technologie mature. Cela pourrait créer de nouvelles vulnérabilités au niveau de la chaîne d'approvisionnement des entreprises étrangères, a déclaré Jan-Peter Kleinhans, coauteur du rapport.

« Mettre tous ses œufs dans le même panier est une idée stupide, a-t-il expliqué. Ce serait là un point d'étranglement qui pourrait être exploité. »

Source : The New York Times, Chang Che, John Liu, 11-05-2023

## EMIRATS ARABES UNIS

## L'ERC distribue des vêtements pour l'Aïd à 44 000 bénéficiaires en Syrie

La délégation du Croissant-Rouge des Émirats (ERC) poursuit la distribution de vêtements dans le cadre de l'initiative " Vêtements de l'Aïd " en Syrie.

L'initiative vise à distribuer 11 000 bons d'achat à 44 000 bénéficiaires syriens issus des familles touchées par le tremblement de terre et des patients atteints de cancer dans les gouvernorats de Homs, Alep, Hama et Lattaquié. Cette action s'inscrit dans le cadre de l'opération " Chevaliers chevaleresques / 2 " lancée par le commandement des opérations conjointes du ministère de la défense des Émirats arabes unis.

Ces initiatives humanitaires s'inscrivent dans le cadre des efforts continus de secours déployés par les Émirats arabes unis, en coopération avec les autorités syriennes et le Croissant-Rouge arabe syrien, dans le but d'apporter joie et bonheur dans le cœur du peuple syrien.

Cette initiative vise à alléger les souffrances du peuple syrien à la suite du tremblement de terre qui a frappé le pays en février dernier. L'équipe du Croissant-Rouge des Émirats a indiqué que 4 500 bons étaient distribués dans le gouvernorat d'Alep, 3 500 dans celui de Lattaquié, 1 500 dans celui de Homs, ainsi que 1 500 dans celui de Hama. La valeur de chaque bon est de 500 000 livres syriennes (199 dollars) et est suffisante pour quatre personnes, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 44 000.

Pour sa part, Khaled Hboubati, président du Croissant-Rouge arabe syrien, a remercié le gouvernement et le peuple des Émirats arabes unis pour leur réaction immédiate face à l'épreuve causée par le tremblement de terre. Il a également déclaré que l'aide des Émirats arabes unis était de qualité et qu'elle avait eu un impact significatif sur le peuple syrien.

Il convient de noter que l'opération " Chevaliers chevaleresques / 2 " est l'une des principales actions humanitaires menées par les Émirats arabes unis conformément aux directives de leurs dirigeants pour soutenir le peuple syrien. 185 avions transportant des denrées alimentaires essentielles, des médicaments et des fournitures médicales ont ainsi été envoyés.

## TUNISIE

## Bientôt un nouveau terminal portuaire intégré

La concrétisation du projet Terminal RO-PAX met en évidence le besoin d'un terminal de passagers moderne, renforçant à cet effet le trafic terrestre, aérien et maritime.

Le constat est sans appel : les sept ports commerciaux que compte la Tunisie sont, aujourd'hui, incapables de booster le transport maritime puisqu'ils ne peuvent accueillir que les navires dont la charge ne dépasse pas les 1.500 conteneurs. Un autre constat, non moins intéressant : la Tunisie aurait la logistique portuaire la plus faible d'Afrique et les navires construits pendant ces dernières années ne peuvent plus entrer dans les ports commerciaux du pays.

Pour éviter le coût de cette incapacité logistique —des pertes estimées à 20% du PIB selon les chiffres publiés en 2018 par la Banque mondiale—, la situation actuelle exige la mise en place d'un nouveau projet portuaire urbain, qui devrait être implanté au nord de la Tunisie. D'où la nécessité et l'obligation d'accélérer la construction de nouveaux ports et terminaux, capables de répondre aux exigences du commerce international, qui est de plus en plus

concurrentiel et qui se professionnalise davantage.

## Booster les PPP...

C'est à partir de ce besoin et de cette nécessité que le groupement d'étude DTA-MAP-Setec a déposé, à la date du 18 août 2022, un dossier à l'Office de la marine marchande et des ports (Ommmp) pour la construction et l'exploitation d'un terminal portuaire en Tunisie, qui devrait occuper un emplacement stratégique au cœur de la Méditerranée, dans la principale zone de passage entre les deux rives de la Méditerranée.

L'accord de principe a été donné par l'autorité compétente de l'État tunisien (en l'occurrence l'Ommmp) et ce projet, qui sera réalisé en mode PPP (Partenariat public-privé) commence, bel et bien, à prendre forme.

Actuellement, l'étude de faisabilité du projet a été menée et les développeurs du projet ont aussi réalisé une étude de marché analysant le potentiel futur terminal. A cet égard, ce projet, qui repose sur la notion du PPP, dans la mesure où l'Etat est très présent,

mais n'est pas engagé financièrement, reconferme la volonté politique du gouvernement pour booster, opérationnaliser et actionner les projets PPP dans notre pays.

Toutes ces nouvelles ont été annoncées lors d'une session d'information organisée vendredi dernier à Bizerte par la Chambre de commerce et d'industrie du Nord-Est Bizerte (Ccine Bizerte) et le DTA, pour lever le voile sur ce projet urbain et portuaire, qui se veut ambitieux, collaboratif et exemplaire sur plusieurs plans.

## Un premier GREEN port en Tunisie

Ce nouveau projet devrait fournir une nouvelle offre de trafic maritime, moderne et respectueuse de l'environnement, créer de nouvelles opportunités pour permettre d'accroître l'attractivité ainsi que la capacité portuaire du pays et devenir, à terme, le premier terminal du pays à s'insérer dans une parfaite logique de multimodalité et de connectivité pour se mettre au rang des GREEN ports en Méditerranée et en Afrique. «Baptisé

"Terminal RO-PAX", il s'agit d'un terminal urbain et portuaire moderne et digital, équipé des dernières technologies en matière de gestion, d'optimisation et d'interconnexion des opérations et des différents opérateurs de la communauté portuaire. C'est un projet qui se veut, également, capable de s'adapter aux exigences environnementales qui évoluent d'une manière continue... Cette performance peut être pensée par l'utilisation d'équipements moins polluants comme l'électrification des navires à quai et l'accueil à terme d'une flottille de bateaux fonctionnant au gaz naturel liquéfié (GNL)», a précisé Borhène Dhaouadi, chef de projet «Terminal RO-PAX», tout en ajoutant qu'il s'agit aussi d'un projet de développement économique intégré qui devrait se faire en partie sur le quai sud du canal de Bizerte et sur la baie du terminal pétrolier, ce qui permettrait d'accroître l'attractivité et la capacité portuaire de Bizerte.

## LIBYE

## Redémarrage de l'usine de traitement de gaz de Jikharra après 10 ans d'arrêt

Conformément à leurs ambitions d'optimisation de la production d'or noir, les autorités libyennes travaillent activement à remettre en état de marche l'essentiel de leurs installations pétrogazières hors service.

L'installation de traitement de gaz de Jikharra, située dans la zone contractuelle 91 en Libye, est de nouveau opérationnelle. L'information a été annoncée jeudi 8 juin,

par la compagnie publique en charge des hydrocarbures (NOC).

Cela faisait environ une décennie que l'installation n'était plus en état de fonctionnement. Grâce à l'achèvement des travaux de réhabilitation de l'usine et au succès des essais nécessaires à sa reprise, l'usine est désormais en mesure d'extraire et d'acheminer du gaz et des condensats.

Ces ressources sont notamment transpor-

tées vers le champ Sahel de la Sirte Oil Company et le port pétrolier de Zueitina. Avant la suspension de ses activités en juillet 2013, l'installation disposait d'une capacité de traitement de 130 millions de pieds cubes de gaz par jour.

L'unité de traitement de gaz de Jikharra est exploitée par la Sarir Oil Operations, une joint-venture regroupant la NOC et la compagnie pétrolière Wintershall Dea.

## SELON LA MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

## La Lettonie considère l'Arabie saoudite comme un marché hautement prioritaire

La Lettonie est désireuse de renforcer ses relations commerciales avec l'Arabie saoudite, ce qui permettrait aux entreprises lettones de contribuer au programme de réforme sociale et de diversification économique, la Vision 2030 saoudienne, a déclaré Ilze Indriksone, ministre letton de l'Économie, à Arab News. S'exprimant à l'issue du forum commercial saoudo-letton qui s'est tenu à Riyad au début du mois, Indriksone a souligné la nécessité d'élargir la coopération économique, de stimuler le commerce bilatéral et d'accroître les investissements dans la recherche, le développement et la technologie.

«La création du comité économique conjoint ne sera pas seulement l'exécution de cet accord bilatéral spécifique, signé à Riyad, mais permettra également de développer différentes connexions non seulement entre les entreprises, mais aussi entre les ministères», a-t-elle indiqué. Le 7 juin, la Fédération des chambres saoudiennes et l'Agence d'investissement et de développement de Lettonie ont

signé un accord créant un comité économique conjoint destiné à améliorer le partage d'informations et à favoriser la coopération entre les entreprises saoudiennes et lettones.

L'accord porte sur plusieurs secteurs, tels que le commerce, l'investissement, la finance, le transport et la logistique, le tourisme, l'agriculture et l'industrie alimentaire, ainsi que sur des domaines à haute valeur dans les technologies de pointe.

Des représentants d'entités gouvernementales, des membres de la communauté d'affaires locale et 20 entreprises lettones ont participé au forum.

À propos du récent forum, Indriksone a déclaré que les entreprises lettones avaient manifesté un grand intérêt pour plusieurs secteurs saoudiens, notamment la biomédecine, le secteur pharmaceutique, la construction, les technologies de l'information et de la communication et les industries créatives.

L'Arabie saoudite et la Lettonie ont établi leurs premières relations diplomatiques le 21 mars 2003, à la mission permanente du Royaume d'Arabie saoudite

auprès des Nations unies à New York. Les signataires étaient l'ambassadeur et représentant permanent auprès des Nations unies de l'époque, Gints Jegermanis, et l'ancien ambassadeur saoudien Fawzi ben Abdel Majid Shobokshi.

Après la signature du protocole d'entente, les deux ambassadeurs ont exprimé l'espoir que l'établissement de relations officielles serait suivi de mesures concrètes visant à favoriser la compréhension et les échanges mutuels entre les deux pays.

Depuis lors, les relations entre l'Arabie saoudite et la Lettonie se sont transformées en une relation prospère, renforcée par la coopération et les partenariats dans divers secteurs.

Les exportations lettones vers l'Arabie saoudite étaient estimées à 149,35 millions de dollars américains en 2022, (1 dollar américain = 0,91 euro) tandis que les exportations de l'Arabie saoudite vers la Lettonie s'élevaient à 1,41 million de dollars en 2021, selon la base de données Comtrade de l'ONU. Les exportations de la Lettonie vers l'Arabie saoudite compren-

nent des céréales d'une valeur de 131,6 millions de dollars, des combustibles minéraux, des huiles et des produits de distillation d'une valeur de 5,6 millions de dollars, des équipements électriques et électroniques d'une valeur de 2,8 millions de dollars et des produits pharmaceutiques d'une valeur de 1,2 million de dollars.

Le récent accord signé pendant le forum a identifié dix secteurs de coopération prioritaires, dont l'agriculture, la logistique, l'éducation et le tourisme — des domaines qui connaissent une expansion rapide en Arabie saoudite grâce à la Vision 2030 saoudienne qui vise à diversifier les revenus du pays en dehors des hydrocarbures.

L'Arabie saoudite et la Lettonie explorent actuellement des possibilités de coopération dans des secteurs de grande valeur, tels que les technologies de l'information et de la communication, les solutions numériques, les technologies intelligentes, les villes intelligentes, les produits pharmaceutiques et le tourisme médical.

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE

**Les fusions-acquisitions ont chuté de 80% au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, à 2,9 milliards**

*Le rapport souligne que les secteurs des matières premières, de l'énergie, des produits de consommation et des télécommunications ont accaparé plus de 60% des opérations de fusions-acquisitions enregistrées au sud du Sahara durant les trois premiers de l'année en cours.*

La valeur globale des fusions-acquisitions (M&A) impliquant des entreprises opérant en Afrique subsaharienne a atteint à 2,9 milliards de dollars au premier trimestre 2023, enregistrant ainsi une baisse de 80% par rapport à la même période de 2022, selon un rapport publié fin avril dernier par Refinitiv, un fournisseur mondial de données sur les marchés financiers. Le rapport précise que cette valeur représente le montant le plus bas enregistré dans la région depuis le premier trimestre 2003. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mars de l'année en cours, la valeur des transactions entrantes recensées dans la région (acquisition

d'entreprises africaines par des investisseurs étrangers) a chuté de 85% comparativement à la même période de l'année écoulée alors que celle des transactions domestiques (fusions-acquisitions entre entreprises africaines) a baissé de 54%. La valeur des transactions sortantes (acquisitions d'entreprises étrangères par leurs homologues africains) a, quant à elle, reculé de 53%.

Avec des transactions d'une valeur de 699,4 millions de dollars, le secteur des matières premières a été le plus dynamique durant les trois premiers mois de l'année en cours, devant ceux de l'énergie (414,6 millions), des produits de consommation (377,2 millions) et des télécommunications (316,7

millions). Le rapport révèle également que la plus grosse transaction enregistrée au premier trimestre 2023 concerne l'acquisition de l'entreprise zimbabwéenne Williams Minerals, qui détient une importante mine de lithium, par le groupe chinois China Natural Resource pour 586,3 millions de dollars.

**Le Nigeria, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud tiennent le haut du pavé**

La répartition de la valeur de l'ensemble des opérations de fusions-acquisitions recensées au Sud du Sahara par pays montre que le Nigeria arrive en tête des pays ciblés au premier trimestre de l'année en cours. La première puissance économique africaine a enregistré

des transactions d'une valeur cumulée de 703 millions de dollars. Viennent ensuite le Zimbabwe (586,3 millions), l'Afrique du Sud (493 millions), le Cameroun (262 millions) et le Malawi (102 millions).

Filiale du London Stock Exchange Group, Refinitiv souligne d'autre part que le total des commissions perçues par les banques d'investissement opérant en Afrique subsaharienne durant les trois premiers mois de 2023 a atteint 64,8 millions de dollars. En baisse de 50% par rapport à la même période de 2022, ce montant est le plus bas depuis le premier trimestre 2010.

## SELON LE FMI

**L'économie ghanéenne montre des signes de stabilisation**

L'institution financière multilatérale a approuvé, en mai dernier, un programme d'aide de 3 milliards de dollars en faveur du Ghana, en vue d'accompagner les réformes visant à rétablir la stabilité macroéconomique et à restaurer la viabilité de la dette du pays. Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé, dans un communiqué que l'économie ghanéenne montrait des « signes de stabilisation », avec un ralentissement de l'inflation, une augmentation des réserves de change et une diminution de la volatilité du taux de change. « Dans un contexte économique mondial complexe, l'économie ghanéenne

montre des signes de stabilisation, avec un ralentissement de l'inflation, une augmentation des réserves de change et un taux de change moins volatil », a déclaré Stéphane Roudet, le chef d'une mission d'experts du FMI qui a séjourné à Accra entre le 8 et le 15 juin derniers pour examiner l'évolution de la situation économique dans le pays et les réformes engagées dans le cadre du programme d'aide approuvé récemment par le fonds.

« Lors de l'examen de l'état d'avancement des opérations de restructuration de la dette, nous avons réaffirmé qu'il était essentiel de conclure des accords avec les créanciers pour obtenir les avantages escomptés

du programme soutenu par le FMI », a-t-il ajouté.

Le FMI avait annoncé, le 17 mai dernier, l'approbation d'un programme d'aide de 3 milliards de dollars en faveur du Ghana, avec un premier décaissement immédiat d'environ 600 millions de dollars, tout en indiquant que ce plan de sauvetage vise à accompagner des réformes portant sur le rétablissement de la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette.

Il a également salué l'engagement du comité des créanciers du Ghana, coprésidé par la France et la Chine, à entamer des négociations avec Accra, sur une restructuration de sa dette. Dans une analyse de la viabilité de la dette du pays

publiée le 18 mai, l'institution financière multilatérale avait indiqué que ce pays d'Afrique de l'Ouest vise un allègement du service de la dette extérieure de 10,5 milliards de dollars durant la période 2023-2026. Accra avait suspendu, en décembre dernier, le remboursement de la majeure partie de sa dette extérieure, qui siphonnait environ 70% des recettes publiques. Le pays espère signer un accord sur la restructuration de sa dette extérieure avec ses créanciers officiels d'ici juillet 2023 et un autre accord distinct « à peu près en même temps » avec ses créanciers privés, selon le ministère des Finances.

## CÔTE D'IVOIRE

**Le gouvernement prévoit de mobiliser 1 milliard \$ pour améliorer sa gouvernance foncière d'ici 2033**

Depuis plusieurs années, les autorités ivoiriennes multiplient les réformes visant à assainir le secteur foncier ivoirien. Cette semaine, le gouvernement a adopté une stratégie nationale pour améliorer la gouvernance foncière d'ici les 10 prochaines années.

Le gouvernement ivoirien a adopté une nouvelle stratégie nationale pour améliorer la gouvernance foncière. L'annonce a été faite par les autorités jeudi 16 juin 2023. « Le Conseil a adopté une communication relative à la Stratégie

Nationale et au Programme National de Sécurisation Foncière Rurale. La mise en œuvre de la SNSFR et de son programme sur la période 2023 - 2033 est estimée à 620 milliards FCFA » a indiqué le porte-parole adjoint du gouvernement, Mamadou Touré (photo).

Cette nouvelle stratégie qui sera adossée à la Déclaration de Politique Foncière Rurale vise à assurer la sécurisation du domaine foncier rural, afin de réduire significativement la pauvreté dans ces milieux. Cela devrait permettre de renforcer la cohésion sociale et de gérer du-

blement les ressources naturelles du pays.

Pour rappel, le secteur foncier représente pour la Côte d'Ivoire un des enjeux majeurs pour la paix sociale, la stabilité et le développement économique, après les crises militaro-politiques connues par le pays à partir des années 2000. Malgré les tentatives d'encadrement du secteur par l'Etat, les litiges fonciers restent nombreux, poussant les autorités à adopter de nouvelles réformes pour l'assainir.

## SOLAIRE FLOTTANT

**L'Afrique recèle le meilleur potentiel de production à l'échelle mondiale**

Le rapport révèle que le continent dispose de plus de 100 000 km<sup>2</sup> de réservoirs d'eau douce qui peuvent être utilisés pour l'installation de parcs solaires flottants. L'exploitation de 1 % seulement de cette surface se traduirait par une capacité potentielle de 100 GW, soit plus de huit fois la capacité solaire totale installée sur le continent.

A l'échelle mondiale, l'Afrique recèle le meilleur potentiel de production d'énergie solaire grâce à des parcs photovoltaïques flottants, selon un rapport publié le 6 juin par l'Association allemande de l'industrie solaire (Bundesverband Solarwirtschaft).

Intitulé « Solarize Africa Market Report 2023 », le rapport rappelle que le procédé du solaire flottant ou photovoltaïque flottant consiste en la mise en place de panneaux solaires sur un plan d'eau, le plus souvent artificiel et dont la valeur environnementale est très faible, comme les gravières, les lacs industriels ou encore les barrages hydro-électriques.

Les intérêts les plus évidents de cette technique sont l'exploitation des plans d'eau inutilisés où il n'y a aucun conflit d'usage, un rendement supérieur de 10% par rapport à celui des fermes solaires terrestres, favorisé par le refroidissement des modules en chauffe par l'eau et une importante réduction de l'évaporation des réservoirs d'eau. L'énorme potentiel du continent découle de ses nombreux réservoirs d'eau douce adaptés à ce genre de parcs photovoltaïques de nouvelle génération. L'Afrique dispose en effet de plus de 100 000 km<sup>2</sup> de réservoirs d'eau douce artificiels qui pourraient être utilisés pour l'installation de centrales solaires flottantes. L'exploitation de 1 % seulement de cette surface se traduirait par une capacité potentielle de 100 gigawatts (GW), soit environ dix fois la capacité solaire totale installée sur le continent à fin 2022, et une production annuelle de 167 térawattheures (TWh).

Dans plusieurs pays africains comme le Zimbabwe, le Soudan, l'Éthiopie et le Cameroun, le potentiel de production de l'énergie solaire grâce à des parcs flottants dépasse même la demande annuelle d'électricité. Une capacité photovoltaïque installée de 11,6 GW

Groupe d'intérêt regroupant plus de 800 entreprises industrielles allemandes spécialisées dans la construction de centrales photovoltaïques, l'Association allemande de l'industrie solaire a également indiqué que la capacité cumulée des parcs flottants a atteint 5 GW à l'échelle mondiale en 2022. Encore à ses débuts, le marché africain de l'énergie solaire flottante s'est concentré sur des applications expérimentales ou commerciales avec une capacité relativement faible. Des petites centrales flottantes ont été notamment construites en Afrique du Sud, au Kenya, au Burundi et en Tunisie. La construction du plus grand parc solaire flottant du continent doit être achevée d'ici fin 2023 au Ghana. Il s'agit d'un parc d'une capacité de 65 mégawatts (MW) qui sera installé sur le barrage hydro-électrique de Bui.

Le rapport indique d'autre part que l'Afrique reçoit en moyenne une irradiation solaire annuelle de 2119 kWh/m<sup>2</sup>, et son potentiel technique d'énergie solaire est estimé à 7900 GW. Le continent possède ainsi 60% des meilleures ressources solaires du monde. Mais il n'abrite que 1% de la capacité solaire photovoltaïque installée à l'échelle planétaire.

En 2022, environ 1 GW de nouvelles capacités solaires ont été installées en Afrique, ce qui porte le total de la capacité photovoltaïque installée sur le continent à 11,6 GW. En termes de capacités installées, les champions africains du photovoltaïque sont l'Afrique du Sud (5826 MW), l'Égypte (1704 MW), l'Algérie (435 MW), le Maroc (318 MW), le Kenya (307 MW) et l'Angola (297 MW).

« COOPÉRATION OU CONFLIT »

# Les États-Unis et la Chine doivent trancher, prévient Pékin

En visite en Chine jusqu'à ce lundi pour apaiser les tensions entre les deux grandes puissances, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a rencontré Wang Yi.

Le plus haut responsable du Parti communiste chinois pour la diplomatie lui a indiqué que Chine et États-Unis devaient choisir entre « coopération ou conflit ». Au sujet du point de friction le plus sensible, la question de Taïwan, le responsable chinois a fait savoir que son pays ne fera « aucun compromis ni aucune concession ». Blinken devrait également s'entretenir avec le président chinois Xi Jinping dans l'après-midi.

Depuis ce dimanche, et jusqu'à ce lundi, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, est en visite en Chine dans le but d'amorcer un dégel diplomatique et de maintenir un dialogue pour « gérer de façon responsable la relation sino-américaine », selon le département d'État américain. Les relations bilatérales entre les deux puissances mondiales sont en effet tendues depuis plusieurs mois sur un grand nombre de dossiers.

« Le voyage de monsieur le secrétaire d'État à Pékin intervient à un moment critique dans les relations sino-américaines. Il est nécessaire de faire un choix entre dialogue et confrontation, coopération et conflit », a indiqué Wang Yi, plus haut responsable du Parti communiste chinois (PCC) pour la diplomatie, qui a la haute main en Chine sur la politique extérieure, d'après la télévision d'État CCTV.

Le secrétaire d'État américain doit rencontrer plus tard ce lundi le président chinois Xi Jinping, a indiqué un haut fonctionnaire américain. L'entrevue devrait avoir lieu à 16h30 (8h30GMT), même si la Chine n'a pas confirmé cette réunion. Cette rencontre intervient après un entretien la semaine passée à Pékin entre Xi Jinping et un autre Américain, l'ex-patron de Microsoft et philanthrope Bill Gates.

« Vous êtes le premier ami américain que je rencontre cette année », lui avait déclaré le président chinois, selon l'agence de presse Chine nouvelle. « Nous avons toujours placé nos espoirs dans le peuple américain et espérons que l'amitié entre les deux peuples se poursuivra », a-t-il souligné, visiblement soucieux d'adresser un message d'apaisement.

« Aucun compromis » sur Taïwan  
En ce qui concerne les relations sino-

américaines, le point de friction le plus sensible est la question de Taïwan.

Wang Yi a réaffirmé avec force la position de son pays sur ce dossier, face à ce que Pékin perçoit comme un rapprochement continu ces dernières années entre Washington et les autorités taïwanaises, issues d'un parti pro-indépendance. Or, la Chine estime que Taïwan est l'une de ses provinces, qu'elle n'a pas encore réussi à réunifier avec le reste de son territoire depuis la fin de la guerre civile chinoise en 1949. Et qu'elle doit le faire, par la force si nécessaire.

« Le maintien de l'unité nationale est toujours au cœur des intérêts fondamentaux de la Chine » et « sur cette question, la Chine ne fera aucun compromis ni aucune concession », a fait savoir Wang Yi à Antony Blinken.

## Visite prochaine à Washington

Antony Blinken a en tout cas déjà rencontré ce dimanche son homologue chinois Qin Gang, qui dans la hiérarchie chinoise est un cran en-dessous de Wang Yi. Les deux hommes se sont entretenus pendant sept heures et demie, davantage que prévu, les deux pays convenant de maintenir la communication entre eux afin d'éviter tout conflit.

Le chef de la diplomatie américaine a d'ailleurs invité Qin Gang et les deux hommes se sont mis d'accord pour « programmer une telle visite à une date qui leur conviendrait mutuellement », à fixer ultérieurement, a déclaré le porte-parole du département d'État, Matt Miller.

Joe Biden minimise l'épisode du ballon « espion »

La visite du chef de la diplomatie américaine était initialement prévue en février, dans le sillage de la rencontre, en novembre dernier, entre le président américain Joe Biden et son homologue chinois Xi Jinping, en marge d'un sommet du G20 en Indonésie. Mais elle avait été annulée à la dernière minute. En cause : le survol du territoire américain par un ballon chinois, accusé par Washington d'être un aéronef « espion », tandis que Pékin assurait qu'il s'agissait d'un engin météorologique ayant dévié de sa trajectoire.

À l'occasion de la visite de son secrétaire d'État en Chine, Joe Biden a mini-

mis l'épisode du ballon. « Je ne pense pas que les dirigeants savaient où il se trouvait, ce qu'il contenait et ce qui se passait », a déclaré le président américain samedi à la presse. « Je pense que c'était plus gênant qu'intentionnel ».

Le président américain a dit espérer une nouvelle rencontre avec Xi Jinping « au cours des prochains mois ». Les deux dirigeants devraient assister au prochain sommet du G20 en septembre à New Delhi et Xi Jinping a été invité à venir en novembre à San Francisco pour le sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC).

## « Passer d'une rhétorique de colère face aux médias à des discussions plus sobres à huis clos »

À noter enfin que la visite d'Antony Blinken est la première d'un secrétaire d'État américain en Chine depuis le voyage en octobre 2018 de son prédécesseur, Mike Pompeo, qui a été ensuite le maître d'œuvre de la stratégie de confrontation avec Pékin des dernières années de la présidence de Donald Trump. L'administration Biden a depuis maintenu cette ligne dure, allant même plus loin dans certains domaines, notamment via l'imposition de contrôles à l'exportation pour limiter l'achat et la fabrication par Pékin de puces haut de gamme « utilisées dans des applications militaires ».

Pour Danny Russel, ex-haut fonctionnaire du Département d'État américain, chaque partie a un intérêt dans cette visite. La Chine espère éviter de nouvelles restrictions américaines en matière de technologie et tout nouveau soutien à Taïwan. Les États-Unis souhaitent prévenir tout incident susceptible de déboucher sur un affrontement militaire.

« La brève visite de M. Blinken n'apportera de solution à aucun des grands problèmes des relations entre les États-Unis et la Chine. Mais sa visite pourrait bien relancer un dialogue en face-à-face dont le besoin se fait cruellement sentir et envoyer le signal que les deux pays sont en train de passer d'une rhétorique de colère face aux médias à des discussions plus sobres à huis clos », estime-t-il.

FRANCE

## Le gouvernement a identifié au moins 10 milliards d'euros d'économies

Le gouvernement a identifié au moins 10 milliards d'euros d'économies dans le cadre de sa revue des dépenses publiques, a annoncé lundi le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.

Après les dépenses exceptionnelles du "quoiqu'il en coûte" durant la pandémie, l'exécutif cherche à assainir les finances publiques et s'est fixé l'objectif de ramener le déficit à 2,7% du produit intérieur brut (PIB) en 2027, sous la limite de 3% fixée par l'Union européenne.

"Nous avons identifié au moins 10 milliards d'euros d'économies", a déclaré Bruno Le Maire lors d'une conférence de presse à l'occasion des Assises des finances publiques.

Ces économies proviendront entre autres de la responsabilité des acteurs en matière de soins, le ministre mettant notamment en cause l'explosion du nombre d'arrêts maladie.

"Il faut cesser de voir la dépense de soins exploser quand elle n'est pas justifiée", a estimé Bruno Le Maire.

Autre piste d'économies, la fin de dispositif Pinel dans le logement et le recalibrage du dispositif de prêt à taux zéro - deux mesures déjà annoncées par le gouvernement qui doivent permettre des économies globales de plus de deux milliards d'euros à terme, selon Bruno Le Maire.

Le ministre a également évoqué le verdissement de la fiscalité, avec la réduction progressive des dépenses fiscales sur le carburant dont bénéficient actuellement certains secteurs comme le transport routier.

## POUR FONDIS ET ASSUREURS

### La Banque d'Angleterre lance son premier "stress test"

La Banque d'Angleterre (BoE) lance lundi un test du système financier qui inclut pour la première fois des fonds d'investissement, de pension ou des assureurs, acteurs non bancaires responsables de chocs qui ont récemment ébranlé les marchés britanniques.

"La Banque d'Angleterre lance aujourd'hui un exercice d'exploration à échelle systématique" pour "améliorer notre compréhension du comportement des banques et des institutions financières non bancaires pendant les situations de marchés difficiles", explique la banque centrale dans un communiqué.

"Les entreprises participantes incluent des grandes banques,

des assureurs, des chambres de compensations, et différents types de fonds (de pension, de gestion d'actifs ou fonds spéculatifs)", énumère la BoE.

"La liste complète des participants sera annoncée plus tard dans l'année", ajoute-t-elle.

Depuis la grande crise financière de 2008, les banques centrales imposent des tests de résistance ou "stress tests" aux plus grands établissements bancaires, qui permettent en théorie d'établir dans quelle mesure ils résisteraient à d'importants chocs financiers.

Si la BoE a répété ces derniers mois être satisfaite de la solidité des grandes banques britanniques, comme HSBC

ou Barclays, le marché londonien a souffert ces dernières années de chocs venus de la "finance de l'ombre" (shadow banking), comme sont surnommés les acteurs non bancaires.

En décembre 2022, la banque centrale estimait que ces établissements étaient à l'origine d'"environ la moitié des actifs prêtés du système financier mondial".

Et ces acteurs moins régulés que les grandes banques sont à l'origine de chocs importants.

En septembre, le coût de la dette britannique à très long terme s'était envolé dans le sillage d'annonces budgétaires très coûteuses et non chiffrées de l'éphémère gouvernement

de Liz Truss.

La BoE avait été obligée d'intervenir en achetant des obligations pour éviter un choc amplifié par le manque de liquidité sur ce marché dominé par les fonds LDI (liability driven investments), liés aux fonds de pension britanniques. Le test annoncé lundi se déroulera en deux temps, la BoE demandant d'abord comment les entreprises sondées réagiraient à une situation de crise. Puis, elle prendra en compte les réponses de chacun d'entre eux pour leur demander ensuite comment les actes des autres les affecteraient, afin d'éviter un effet domino. La BoE va travailler avec le régulateur des fonds de pension et le gendarme des marchés

britanniques.

Contrairement aux "stress tests" des grandes banques, les résultats de l'exercice ne détailleront pas les résultats par entreprise.

La BoE clame être la première grande banque centrale à tester les acteurs non-bancaires. Les risques causés par la finance non-bancaire inquiètent aussi de l'autre côté de la Manche.

"La finance non bancaire représente un risque systémique de plus en plus important et doit être mieux encadrée", avait demandé fin mai le patron de la Banque de France François Villeroy de Galhau.

## Le dollar monte un peu, la livre hésite à l'approche de la BoE

Le dollar montait légèrement lundi dans un marché aux volumes réduits par un jour férié aux Etats-Unis, tandis que la livre britannique reprenait son souffle à quelques jours de la prochaine réunion de la Banque d'Angleterre.

Vers 10h40 GMT (12h40 à Paris), le billet vert gagnait 0,17% à 1,0918 dollar pour un euro, s'éloignant d'un plus bas en un mois atteint vendredi à 1,0971 dollar. Après avoir sombré dans le sillage de la décision de la Réserve fédérale américaine de suspendre son cycle de hausse des taux jeudi, le dollar profite du ton déterminé de plusieurs membres de la Fed depuis.

"L'attention du marché va se porter vers l'intervention du président de la Fed Jerome Powell devant le Congrès américain jeudi", commentent les analystes de Commerzbank.

En attendant, sur le marché des changes, "l'activité est limitée par un jour férié aux Etats-Unis", pour Juneteenth, notent les analystes de Sucden. Au Royaume-Uni, les investisseurs anticipent une nouvelle hausse des taux de 0,25 point de pourcentage de la Banque d'Angleterre (BoE) jeudi.

"La révision à la hausse des prévisions d'inflation de la Banque centrale européenne (BCE) a augmenté la pression sur les principaux partenaires commerciaux de la zone euro", explique Geoffrey Yu, analyste chez BNY Mellon.

La semaine pourrait être mouvementée pour la livre, puisque les données sur l'inflation pour mai ne seront publiées que la veille.

"Nous nous attendons à ce que l'inflation soit restée trop élevée", poussant la BoE à un message plus déterminé, juge Kristina Clifton, analyste chez CBA, qui pense que la banque pourrait même monter son taux de 0,5 point de pourcentage.

### CAC 40

## Souffle baissier pour le début de semaine

La Bourse de Paris débute la semaine sur un recul de 0,7%, autour des 7335 points, alors que Wall Street sera fermée aujourd'hui pour 'Juneteenth' (journée de réflexion et de commémoration de la fin de l'esclavage), incitant les investisseurs à marquer une pause.

Après avoir connu un accès de faiblesse au début du printemps, les places boursières mondiales avaient retrouvé une dynamique plus favorable ces dernières semaines, bien aidées par la bonne tenue des actions japonaises et la vigueur du compartiment technologique grâce à l'IA.

La séance du jour s'annonce en revanche relativement calme.

Au chapitre économique, la publication - vendredi - des indices PMI en Europe et aux Etats-Unis constituera le grand rendez-vous attendu sur les marchés mondiaux cette semaine.

Ces indicateurs devraient confirmer la très grande disparité qui existe actuellement entre le dynamisme du secteur des services et la faiblesse de l'industrie manufacturière.

Au niveau de l'obligataire, le rendement du Bund allemand à 10 ans continue de se tendre, à 2,54%, dans la perspective de prochaines hausses de taux de la part de la BCE.

Sur le marché des changes, le billet vert poursuit son repli, avec un euro en modeste hausse à 1,0935 dollar, les cambistes paraissant désormais faire le pari d'un ralentissement économique Outre-Atlantique.

Dans l'actualité des sociétés tricolores, TotalEnergies affirme qu'il sera, dès 2028, en mesure de produire un demi-million de tonnes de carburant aérien durable (SAF), en réponse à l'augmentation progressive des mandats européens pour le secteur aérien.

Thales fait part de la commande par le groupe indonésien PT Len Industri de 13 radars de surveillance longue portée Ground Master (GM) 400 Alpha, avec le système de commandement et de contrôle SkyView associé.

Enfin, Stellantis a annoncé lundi que son partenariat avec l'américain Archer, un constructeur d'aéronefs électriques destinés au milieu urbain, était entré en phase d'exécution.

### POINT-MARCHÉS

# Les actions voient rouge en ce début de semaine

Les principales Bourses européennes cèdent du terrain en début de séance lundi, dans des marchés qui consolident après une nette progression la semaine dernière.

**A** Paris, le CAC 40 perd 0,55% à 7.347,84 points à 07h48 GMT. À Londres, le FTSE 100 cède 0,36% et à Francfort, le Dax recule de 0,60%.

L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,37%, le FTSEurofirst 300 de 0,49% et le Stoxx 600 de 0,54%.

L'indice large européen Stoxx 600 et le marché parisien ont signé la semaine dernière leur meilleure performance hebdomadaire en deux mois.

Hormis la rencontre dans la journée entre le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken et le président chinois Xi Jinping que les investisseurs vont suivre de près, la séance devrait rester calme, d'autant que les marchés américains sont fermés pour un jour férié aux Etats-Unis et que l'agenda macroéconomique est peu fourni.

Le principal temps fort attendu dans les jours à venir sera mercredi la première journée d'audition au Congrès du président de la Réserve fédérale. Les stratégies de Citi s'attendent à ce que Jerome Powell en profite pour marteler le message "faucon" lancé la semaine dernière, malgré le statu quo décidé par la banque centrale.

Vendredi, deux responsables de l'institution

### PARIS

## Souffle baissier en l'absence de Wall Street

**L**a Bourse de Paris débute la semaine sur un recul de 0,7%, autour des 7335 points, alors que Wall Street sera fermée aujourd'hui pour 'Juneteenth' (journée de réflexion et de commémoration de la fin de l'esclavage), incitant les investisseurs à marquer une pause. Après avoir connu un accès de faiblesse au début du printemps, les places boursières mondiales avaient retrouvé une dynamique plus favorable ces dernières semaines, bien aidées par la bonne tenue des actions japonaises et la vigueur du compartiment technologique grâce à l'IA.

La séance du jour s'annonce en revanche relativement calme.

Au chapitre économique, la publication - vendredi - des indices PMI en Europe et aux Etats-Unis constituera le grand rendez-vous attendu sur les marchés mondiaux cette semaine.

Ces indicateurs devraient confirmer la très grande disparité qui existe actuellement entre le dynamisme du secteur des services et la faiblesse de l'industrie

### ANALYSE MI-SÉANCE AOF FRANCE/EUROPE

## La prudence domine les marchés

**L**es marchés actions européens s'inscrivent dans le rouge après avoir enregistré une nette progression la semaine dernière. Le calme et la prudence devraient être les maîtres mots de cette entame hebdomadaire alors que Wall Street est fermé ce lundi en raison de Juneteenth (jour de l'émancipation). Vendredi, deux responsables de la Fed ont déclaré qu'ils n'écartaient pas l'idée de nouvelles hausses de taux d'ici la fin de l'année. Vers midi, le CAC 40 fléchit de 0,47% à 7 354,11 points tandis que l'EuroStoxx50 cède ,31% à 4 381, 36 points.

Plus forte baisse du SBF 120, Sartorius Sted Biotech décroche de 12,59% à 241,80 euros. Le fournisseur de l'industrie des biotechnologies a lancé vendredi un avertissement sur ses résultats 2023. Sartorius Stedim Biotech s'attend désormais à une marge d'Ebitda courant d'environ 30 % après avoir prévu une marge similaire à celle de l'année précédente (35%). La direction cible également un chiffre d'affaires en repli de 10% à 15% contre précédemment une hausse comprise en 0% et 5%.



ont rappelé que l'inflation restait très élevée, calmant les espoirs d'une fin rapide des hausses de taux américains.

La Banque d'Angleterre tient sa réunion de politique monétaire jeudi et un relèvement de taux d'un quart de point est largement anticipé.

Aux valeurs, Airbus gagne 0,91%, plusieurs sources ayant rapporté des discussions avancées en vue d'une commande d'ampleur de Viva Aerobus. Getlink prend 3,1%, soutenu par le passage de Morgan Stanley à "surpon-

dérer".

Vinci cède 3,93% et Eiffage 4,81%. Selon des informations des Echos, le Conseil d'Etat a rendu un avis ouvrant la voie à une augmentation de la taxation des sociétés d'autoroutes et autres concessions d'Etat.

Le fabricant d'équipements pharmaceutiques Sartorius Stedim Biotech chute de 13,60% après avoir revu à la baisse ses prévisions annuelles de chiffre d'affaires et de marge d'Ebitda, en raison d'une faible dynamique de la demande.

manufacturière.

Au niveau de l'obligataire, le rendement du Bund allemand à 10 ans continue de se tendre, à 2,54%, dans la perspective de prochaines hausses de taux de la part de la BCE.

Sur le marché des changes, le billet vert poursuit son repli, avec un euro en modeste hausse à 1,0935 dollar, les cambistes paraissant désormais faire le pari d'un ralentissement économique Outre-Atlantique.

Dans l'actualité des sociétés tricolores, TotalEnergies affirme qu'il sera, dès 2028, en mesure de produire un demi-million de tonnes de carburant aérien durable (SAF), en réponse à l'augmentation progressive des mandats européens pour le secteur aérien.

Thales fait part de la commande par le groupe indonésien PT Len Industri de 13 radars de surveillance longue portée Ground Master (GM) 400 Alpha, avec le système de commandement et de contrôle SkyView associé.

Enfin, Stellantis a annoncé lundi que son partenariat avec l'américain Archer, un constructeur d'aéronefs élec-

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN			
Cours du : 19 Juin 2023			
Valeur : 21 Juin 2023			
BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	135,3332	135,3482
1	EUR EURO	147,9327	147,9762
1	GBP POUND STERLING	173,3485	173,4122
100	JPY JAPANESE YEN	95,4126	95,4299
1	CNY CHINESE YUAN	18,9018	18,9058
1	CHF SWISS FRANC	151,2779	151,3623
1	CAD CANADIAN DOLLAR	102,5485	102,5907
1	DKK DANISH KRONE	19,8541	19,8583
1	SEK SWEDISH KRONA	12,6645	12,6690
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12,7620	12,7671
1	AED UAE DIRHAM	36,8454	36,8515
1	SAR SAUDI RIYAL	36,0821	36,0880
1	KWD KUWAITI DINAR	440,5378	441,0173
1	TND TUNISIAN DINAR	43,7540	44,1938
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13,5579	13,5594
1	LYD LIBYAN DINAR	28,1909	28,3256
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3,9261	3,9266
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181,4750	181,4750

SELON DES CALCULS DE SCIENTIFIQUES

# Une IA super-intelligente serait le pire cauchemar de l'humanité

Des scientifiques ont réalisé des calculs démontrant qu'une IA super-intelligente pourrait échapper totalement au contrôle de l'humain. Inquiétant.

Le développement des IA (Intelligence Artificielle) fait peur et les plus grands experts et même les parrains des IA s'inquiètent de l'absence de véritable réglementation pour pouvoir les contraindre. Or, selon une étude de prédiction réalisée dès 2021, les scientifiques confirmaient déjà les craintes de leur montée en puissance. Même si elle date d'avant l'arrivée de ChatGPT et de la révolution actuelle des IA générative, son enseignement reste d'autant plus d'actualité. Selon leurs calculs de probabilités, une IA super-intelligente pourrait ne plus être contrôlée par les humains. Ils expliquent que pour garder ce contrôle, il faudrait pouvoir créer une simulation de celle-ci et pouvoir l'analyser. Or, selon eux, nous en serions totalement incapables puisque son développement irait bien au-delà de notre compréhension.



Toujours d'après ces chercheurs, même une règle simple, comme « ne pas nuire aux humains », pourrait ne plus être respectée par une IA super-intelligente.

## Alan Turing dépoussiéré par les IA

Cette théorie, c'est un peu l'expérience simulée que décrivait un officier de l'armée américaine, alors que l'IA qui

pilotait un drone a décidé d'éliminer son propre opérateur qui le mettait en conflit avec l'objectif de sa mission. Ainsi, une super-intelligence artificielle serait capable de mobiliser de très nombreuses et diverses ressources pour atteindre des objectifs que les humains ne seraient même plus capables de comprendre. En réalité, cette perte de contrôle provient d'un phé-

nomène connu. Il repose sur les travaux d'Alan Turing de 1936. Le savant avait théorisé ce que l'on appelle le « problème de l'arrêt ». Il s'agit de savoir si l'on peut prédire avec certitude si un programme informatique donné finira par s'arrêter ou s'il va continuer de mouliner indéfiniment. Or, ce n'est pas le cas et ce phénomène démontre que certaines questions mathématiques peuvent être insolubles.

Dans ce cas, une IA risque de dérapier et prendre des décisions qui la rendraient totalement incontrôlable. Pour parvenir à la stopper, il faudrait pouvoir la brider en la coupant de certaines bases de données connectées ou bien de certains réseaux. Cela aurait pour effet radical de réduire son « intelligence ». Au final, mieux vaut que les IA soient intelligentes... mais pas beaucoup plus que nous.

IL TRANSPORTE UNE FUSÉE HYPERSONIQUE

## Le plus grand avion du monde

Le plus grand avion du monde vient d'accomplir son huitième vol d'essai. Pour la première fois, cet avion géant transportait un autre avion, un prototype d'un avion-fusée hypersonique, le Talon-A.

Et de huit ! Le Roc de Stratolaunch, un avion géant d'une envergure de 117 mètres, vient de terminer un nouveau vol d'essai. En juin, il avait accompli son septième vol d'essai, le premier avec son nouveau pylône installé sous l'aile centrale pour lancer des aéronefs hypersoniques. Toutefois, ce précédent vol avait été effectué avec uniquement la nouvelle structure, sans transporter d'avion.

Ce huitième vol a permis de tester les performances du Roc en transportant un avion sur son pylône central. L'avion en question est le Talon-A, un véhicule de test. Selon Stratolaunch, ce vol a servi à mesurer les « charges aérodynamiques » exercées sur le Talon-A en vol pendant qu'il est transporté par le Roc.

Le Roc lors du décollage le 28 octobre 2022.

## Le premier vol transportant un avion

Le TA-0, première version du Talon-A, n'est pas équipé d'un moteur fonctionnel et donc ne peut pas voler par lui-même. Il est toutefois construit à l'identique au TA-1 qui sera capable de vols hypersoniques en étant lancé dans les airs depuis le Roc. Le TA-0 embarque même un moteur de poids similaire (mais non fonctionnel) afin que toutes les mesures relevées pendant ce vol d'essai permettent de valider l'avion géant pour le transport du TA-1, et surtout de s'assurer que le mécanisme de séparation fonctionnera comme prévu.

Les curieux peuvent voir le vol entier, qui a duré un peu plus de cinq heures au-dessus du désert des Mojaves, sur Youtube. Le constructeur compte mener une série de vols d'essai similaires, avec un test du mécanisme de séparation au-dessus de l'océan Pacifique avant la fin de l'année. En parallèle, Stratolaunch teste les systèmes de son premier avion hypersonique TA-1, et commence la production des avions hypersoniques réutilisables TA-2 et TA-3. La firme espère proposer des vols hypersoniques commerciaux en 2023.

## Le plus grand avion du monde n'a jamais volé aussi haut

Le Roc, le plus grand aéronef du monde, vient de réussir son septième vol d'essai. C'était l'occasion pour les équipes de Stratolaunch de tester leur nouveau système pour porter des avions hypersoniques, et d'établir un nouveau record d'altitude.

## PUBLICITE

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
**WILAYA DE TIZI-OUZOU**  
**DAIRA DE DRAA EL MIZAN**  
**COMMUNE d'AIN ZAOUIA**  
**NIF: 0984 15 25 51 25 328**

### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 01/2023

Le président de l'assemblée populaire communale d'AIN ZAOUIA lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°01/2023 portant : **Réalisation d'un réseau d'assainissement au lieu dit MECHOUAR FERHAT** Les entreprises titulaires du certificat de qualification et de classification professionnelle, **activité principale Travaux hydraulique Catégorie I et plus**, peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés publics de la commune d'Ain-Zaouia contre paiement de 3000 DA.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 01/2023 portant : **Réalisation d'un réseau d'assainissement au lieu dit MECHOUAR FERHAT**

#### Dossier de candidature :

-Une déclaration de candidature -Une déclaration de probité - Statut pour les sociétés -Extrait de rôle- CASNOS-CNAS-CACOBATPH- NIF-NIS- RIB- Casier judiciaire- Registre de commerce- Attestation de dépôt des comptes sociaux-les documents relatif aux pouvoirs habilitant des personnes à engager l'entreprise-  
 Les documents permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires :  
 -Capacités professionnelles : certificat de qualification et de classification  
 -Capacités techniques : moyens humains, matériels et références professionnelles.  
 -Capacités financières : bilans (2020-2021-2022)

#### Offre technique :

- Une déclaration à souscrire -délais d'exécution - Planning des travaux- Un mémoire technique justificatif. - Le cahier des charges signé, daté, portant à la dernière page la mention manuscrite « Lu Et Accepté ».

#### Offre financière:

-Lettre de soumission -Bordereau des prix unitaires dûment renseigné, daté, cachetée et signé (Prix unitaires en chiffres et en lettres)-Devis quantitatif et estimatif dûment renseigné, datée, cachetée et signé par le soumissionnaire, Possibilité de consentir un rabais.  
 La durée de préparation des offres est fixée à 10 jours à compter de la date de la première parution de l'annonce au **BOMOP** et la presse.  
 Le dépôt des plis est limité au dernier jour de la préparation des offres au plus tard 10h00 au bureau des marchés.  
 L'ouverture aura lieu en séance publique au siège de la commune d'AIN ZAOUIA à 10h30, si le jour de dépôt coïncidera avec un jour férié ou un jour de repos légal, elle se fera le jour ouvrable suivant. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de **Trois mois et Dix jours soit 100** jours à compter de la date de dépôt des offres.

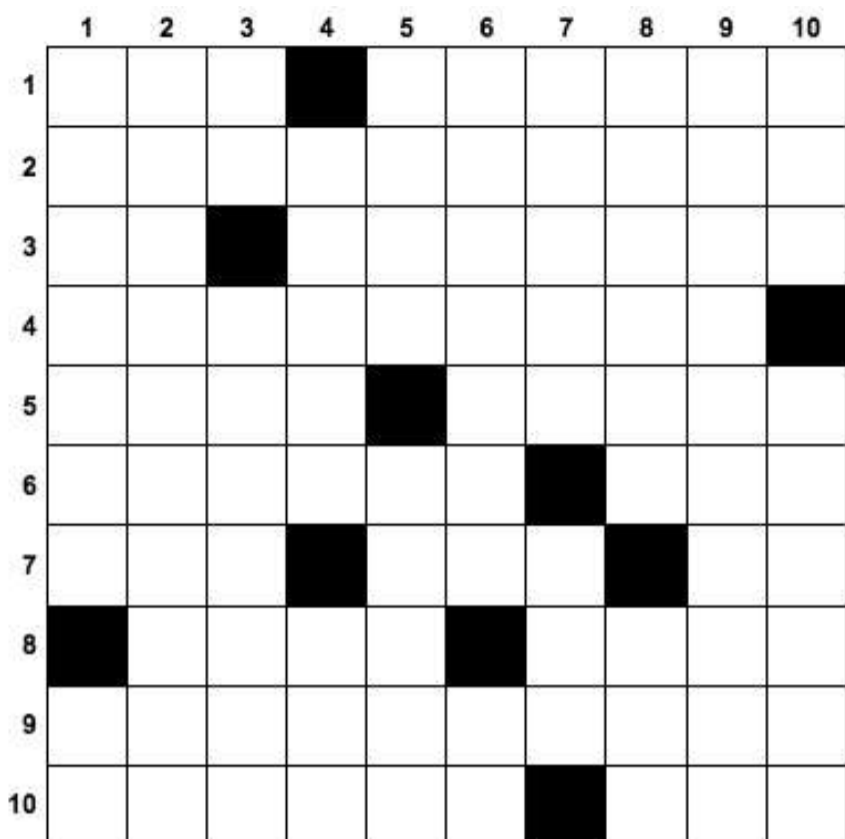
## Le MIT a réussi à créer un jumeau fonctionnel du cœur d'un patient

Des chercheurs du MIT sont parvenus à créer le jumeau fonctionnel imprimé en 3D d'un cœur humain. Il devrait permettre aux patients nécessitant une transplantation d'augmenter les chances de réussite de celle-ci.

Voici une nouveauté qui pourrait bien sauver des vies. Celles de patients devant bénéficier d'une transplantation cardiaque. Cette intervention reste l'une des plus risquées malgré les progrès de la médecine, car chaque cœur est différent, surtout lorsqu'il est malade. Le risque c'est qu'il faut composer avec l'organisme du patient qui s'est adapté à la pathologie. En conséquence, la transplantation d'un nouveau cœur peut engendrer des complications qu'il est difficile d'évaluer précisément. Pour les éviter, une équipe de cinq chercheurs du MIT a trouvé un moyen d'imprimer en 3D des cœurs fonctionnels. Il ne s'agit pas de les transplanter pour s'en servir de cœurs artificiels, mais plutôt de produire un jumeau imprimé en 3D doté des mêmes caractéristiques que le cœur du patient. Le cœur peut ainsi être configuré pour reprendre les défauts de celui du malade. Avec ce procédé, les chercheurs imaginent que le temps d'attente et les risques de rejet pourraient être considérablement réduits. Les médecins pourraient en effet réaliser des tests préalables pour déterminer comment optimiser la transplantation et augmenter les chances de succès.

#### Le jumeau d'un cœur imprimé en 3D

Les scientifiques ont publié un article dans la revue Soft Robotics le mois dernier pour décrire la fabrication de ce cœur. Dans un premier temps, ils procèdent par tomographie (TDM) pour numériser des images du cœur du patient afin de le modéliser en 3D. Ensuite, ils exploitent le modèle informatique pour imprimer en 3D avec une résine de photopolymère souple le ventricule gauche du patient et l'aorte. Reste à ajouter des manchons robotiques souples qui connectent l'ensemble à une pompe. Le mouvement de pompage du cœur est restitué en reprenant celui du patient. Le débit sanguin, la pression, la taille, ainsi que la forme du cœur sont donc reproduits à l'identique.



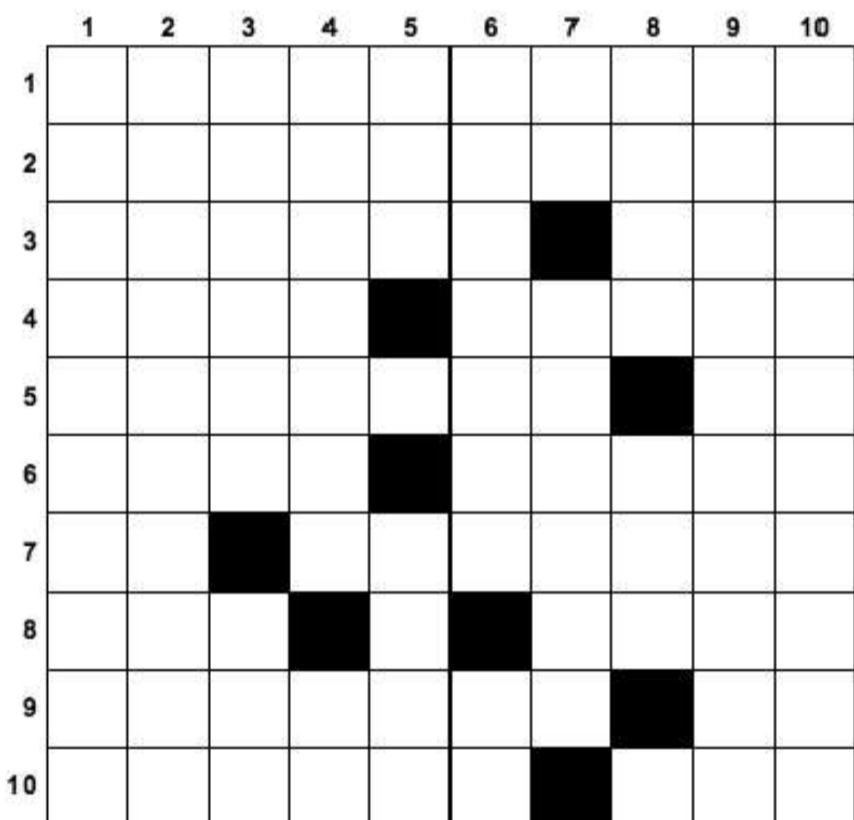
Grille N° 1

Horizontalement

1 Belle en mer.- Les bonnes manières.2 Une huile de la région.3 Agrément du midi.- Etalage de salades.4 Poulet d'origine britannique.5 Chef religieux.- Ambassadeur apostolique.6 Sans domicile fixe.- Les siens, dans tous les sens du terme.7 Grecque, mais également basque.- Il frappe les plus riches.- Lycée professionnel.8 Puits naturel.- Son pendant à lui.9 Baroudeur.10 N'ont pas eu toute leur part.- Enzyme glouton.

Verticalement

1 Arrive de façon imprévue.- Au labo, c'est l'aluminium.2 Elle mène un grand train, tout en suivant sa ligne.3 Pour tirer un trait de bas en haut.- Opérations d'usinage qui permettent de dresser des plans.4 Fit du vilain.- Fait l'ouverture du canard.5 Ce n'est pas la meilleure exposition, surtout par rapport à celle d'en face.- Régime très sévère.6 Elles se terminent en queue de poisson.- Les bonnes moeurs.7 Fort au cinéma.- Fait son chemin.8 Tziganes.- Fit un joint.9 Allume-feu.10 Espèce Japonaise.- Croit en l'avenir.



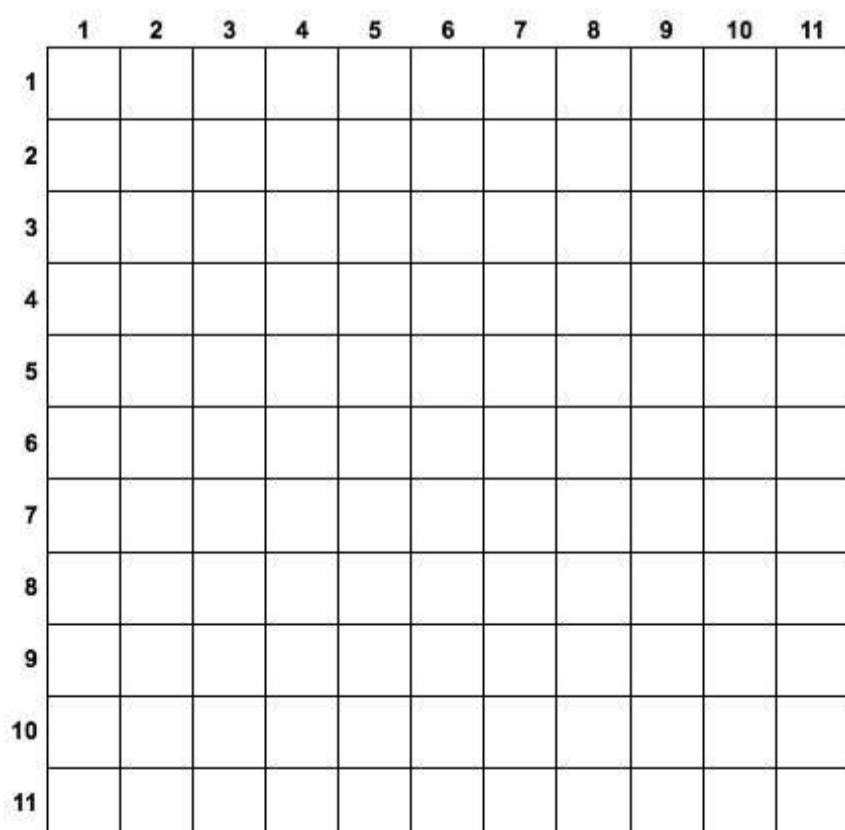
Grille N° 2

Horizontalement

1 Responsable du stock.2 Spécialiste en statistiques.3 Jeune fille populaire.- Sol retourné.4 Elle finit toujours par passer à gauche.- S'oppose à beaucoup.5 Joindrais les deux bouts.- La moitié d'une femme.6 Un beau brun.- Douloureuses.7 N'est pas près de la.- Parcours sinueux.8 Laisse des traces.- Prince Troyen.9 Sans parti pris.- Il s'est séparé de sa mère.10 Porte la caisse.- Diplôme.

Verticalement

1 Passant en revue.2 Johny en est-il atteint ?3 Rempart anti feu.4 Quand on l'entend, le feu crépite.- Fond de bouteille.- Feu sacré.5 Griffes.- Fait suite.6 Séquence des rogations.- Décrottaï.7 Pastiche.8 Feu madame.- Marteau de couvreur.9 Font tapisserie.



Grille muette N° 3

Horizontalement

1 A un rôle dans Némé.2 Atteintes d'une éruption cutanée.3 Vedettes de cirque.- Echelle de temps.4 Parti pris par Giscard d'Estaing.- Ville du Piémont.5 Aux anges.- Film de Joë Swanberg sorti en 2006.6 Reviens à hauteur.- Symbolise l'argon.7 Exposera à tous vents.- Groupe média internet.8 Preuve que tout va bien.- Système français de vidéotex.9 A la mode.- Jeu avec pions blancs et noirs.- Chanteuse allemande.10 Accoutumance à une drogue.11 Qui font preuve de laisser-aller.

Verticalement

1 Est totalement nul.2 Qui tient des propos injurieux.3 Ville des Philippines.- Station des Hautes-Alpes.- Mercure en chimie.4 Est généralement très bas.- Coup de froid.5 Personnel.- Commune de la province de Lecco en Lombardie.6 Fusent quand viennent les passes.- Classe les huiles.- Roi vaincu par Moïse.7 Boîte de chocolats.- Arrive sur la plage en rouleau.8 Visualisé.- Fraîcheur du matin.- Jour mobile, en Chine.9 Très commun.- Déplacent.10 Sans bavures.- C'est vraiment bête.11 Flottes en chasse.

# Citroën veut se relancer avec une gamme accessible

*Cette relance sera-t-elle la bonne ? Depuis une dizaine d'années, avec des ventes qui déclinent fortement sur le long terme, Citroën tente de se relancer et de se repositionner pour faire repartir ses ventes. Après la C3 en 2016, le SUV C3 Aircross en 2017 et la berline C4 en 2020, Citroën compte cette fois rebondir avec le lancement d'un nouveau modèle accessible, sa future C3 électrique.*

**D**ans la catégorie des citadines électriques à moins de 25.000 euros, la marque au double chevron veut partir en pole position. La future e-C3 sera présentée mi-octobre prochain. La R5 de Renault, qui sera elle aussi proposée à moins de 25.000 euros, hors bonus, est également promise pour l'automne. Pour se distinguer, Citroën laisse entendre d'ores et déjà que la e-C3 rappellera par certains côtés les lignes d'un SUV. Elle n'en sera pas moins dotée de la même longueur (dans les 4 mètres) et largeur que la C3 actuelle et disposera d'une autonomie de 300 kilomètres, a dévoilé le nouveau patron de la marque, Thierry Koskas. Une version thermique sera aussi proposée. Initialement pré-annoncée à 20.000 euros l'année dernière, le prix a été revu à la hausse, inflation oblige.

## « Être au cœur du marché »

Ce lancement d'une voiture d'entrée de gamme, au prix compressé, fait figure de symbole de la nouvelle tentative de relance de Citroën. La marque au double chevron tente un repositionnement plus clair. Le mot-clé de l'opération, « populaire », est martelé. « On assume le fait que nous sommes une marque populaire, mais pas low cost, explique Thierry Koskas. Bien des chanteurs aimeraient pouvoir être qualifiés de populaire ! Nous voulons être au cœur du marché. » Ne dites pas que Citroën, privée du marché premium depuis la création de la marque DS en 2014, a dans son viseur Dacia, le succès du groupe Renault. Il n'en reste pas moins que les points forts de la stratégie lancée par Thierry Koskas vont tous dans le sens d'un resserrement des coûts et des prix, alors que Peugeot plante ses griffes de plus en plus dans le haut de gamme. La C3 sera construite à partir de la plateforme hyper-optimisée, conçue par Stellantis pour les pays en voie de développement, et baptisée Smart Car. Elle ne sera toutefois pas assemblée en Inde, comme Carlos Tavares en caressait l'idée, mais à Trnava (Slovaquie), l'usine qui fabrique no-



tamment le-208. Le nouveau patron veut également réduire drastiquement les options pour abaisser les coûts industriels. Un travail qu'il avait déjà réalisé lorsqu'il œuvrait chez Renault. Thierry Koskas a, de surcroît, annoncé qu'il passera Citroën au « prix juste ». Finies les ristournes en concession, celles-ci seront prises en compte dans le prix catalogue. « Les véhicules seront facialement moins chers qu'aujourd'hui, mais le prix de la transaction sera le même », assure le patron de la marque. Cette stratégie sera inaugurée avec la nouvelle C3 électrique. Jusqu'aux prochaines ristournes ou futures opérations portes-ouvertes ? Offensive commerciale Comme un avant-goût de ce positionnement « populaire », Citroën casse les prix ces dernières semaines pour relancer ses ventes.

La C3 thermique, en fin de cycle, est proposée à 99 euros par mois, la C4 électrique, dès 199 euros. Le tout, sans apport. « Il faut animer les ventes sur le court terme, avec des actions très fortes, revendique le patron de la marque. Et en même temps, il faut donner des perspectives au réseau. » Citroën a bien besoin de se

relancer une nouvelle fois. Ses ventes sont en berne en atteignant l'an dernier un plancher, à 680.000 unités dans le monde. La marque vise désormais le million de ventes à terme, soit le niveau de ventes de 2018 – qui était déjà loin de celui du début de la décennie. Ces dernières années, elle n'a pas réussi à contrer l'érosion de ses ventes, contrairement à Peugeot. L'année dernière, Citroën se montrait plus ambitieuse, visant 1,5 million de ventes par an dans le monde. Mais ce chiffre s'est avéré trop optimiste au vu de la crise des semi-conducteurs, de la hausse des coûts des matières premières et surtout du quasi abandon de la Chine par Carlos Tavares. L'Inde en priorité L'Inde doit donc remplacer l'ex-Empire du Milieu pour Stellantis comme pour Citroën. Le marché indien pèse 3 millions d'immatriculations aujourd'hui, et les industriels tablent sur 5 millions à terme. Citroën y a écoulé un peu plus de 6.000 voitures l'année dernière. Quant à l'Europe, la marque aux chevrons veut se renforcer sur son cœur de marché. Pour ce faire, elle se doit de rajeunir sa clientèle, une des plus âgées du paddock (environ 60 ans).

## RENAULT TRUCKS ALGÉRIE

### La caravane «Eco Drive & Road Safety» de retour

Cette caravane de sensibilisation, qui sillonna plusieurs wilayas du pays, jusqu'au 25 juin prochain, en collaboration avec son réseau de distribution, a été lancée à Hodna Trucks où quelque 80 lauréats du quiz Renault Trucks Algérie ont été conviés à des formations sur la conduite rationnelle, comprenant des aspects théoriques et pratiques. Au cours de cette tournée exceptionnelle, Renault Trucks Algérie rencontrera ses clients à travers l'ensemble du pays, offrant aux conducteurs l'occasion d'apprendre les principes fondamentaux de la conduite rationnelle et de la sécurité routière.

Lors de ces pérégrinations, les conducteurs bénéficieront d'une formation de qualité dispensée par les professionnels de Renault Trucks, leur permettant d'adopter une conduite responsable, économique et respectueuse de l'environnement. Chaque étape du tour, de M'sila à Béjaïa, de Sétif à Tadjanet, de Constantine à Guelma et d'Oran à Alger, sera une journée mémorable dans chaque wilaya.

## JETOUR X70

### La voiture la plus recherchée sur Google

Le Jetour X70 est un modèle de crossover produit par le constructeur automobile chinois Jetour, lancée en 2018 par Chery.

Il existe plusieurs variantes, dont le Jetour X-70S, le Jetour X70S EV, le Jetour X70 Coupe, le Jetour X-70M et le modèle Jetour X70 Plus, qui fait office de modèle haut de gamme.

Le Jetour X-70 est disponible en deux modèles, celle de base et la version S. Le Jetour X70S possède un niveau de finition plus haut avec différents alliages et insert de calandre.

Le Jetour X-70 est propulsé par un moteur à essence, quatre cylindres en ligne, turbo de 1,5 L produisant 156 ch et 230 N m, avec des options de transmission comprenant une boîte manuelle à 6 vitesses ou une boîte à double embrayage à 6 vitesses. C'est une voiture chinoise haut de gamme avec toutes les options imaginables dont le prix reste encore relativement élevé.

## NOUVELLE MITSUBISHI COLT (2024) :

### Un look déjà vu

**A**près avoir lancé la nouvelle génération de l'ASX en mars dernier, qui n'est qu'un Renault Captur rebadgé, et ce grâce au soutien de son actionnaire Renault, Mitsubishi fait un retour en force dans le segment des véhicules compacts en réintroduisant la Colt à son catalogue. En effet, la septième génération du modèle emblématique de la marque aux trois diamants, Colt, débarque avec un look déjà vu, il s'agit évidemment d'une Renault Clio rebadgée. Cette stratégie est le fruit des partenariats au sein de l'Alliance entre Renault, Nissan et Mitsubishi, lui permettant de réaliser des économies d'échelle.



Esthétiquement, bien que la nouvelle Colt partage la même plateforme que la Clio 5 restylée, mais elle tente de se démarquer grâce à sa calandre, ainsi, ses phares entièrement LED sont intégrés de chaque côté de sa face avant sculptée, les feux de jour à

LED confèrent à la nouvelle Colt une signature lumineuse exclusive. Par ailleurs, les lignes du capot guident le regard vers le bas, mettant ainsi en valeur le logo emblématique aux trois diamants de Mitsubishi, entouré d'éléments d'éclairage. Par ail-

leurs, le lettrage Mitsubishi s'étend sur toute la largeur du hayon tandis que le nom du modèle, Colt, se trouve en dessous.

À l'intérieur, seul le logo au centre du volant permet de rappeler qu'il s'agit un modèle Mitsubishi. Cependant, la Colt est équipée d'instrumentation numérique de 7 pouces de série, tandis que celle de 10 pouces est disponible en option, également, elle est dotée d'un écran Smartphone-link Display Audio allant de 7 à 9,3 pouces avec connectivité sans fil Android Auto et Apple CarPlay de série, ainsi que la possibilité de recharger des appareils personnels sans fil.

## AFFAIRES RELIGIEUSES :

### **l'Aïd El Adha célébré le mercredi 28 juin**

L'Aïd El Adha sera célébré le mercredi 28 juin, a annoncé dimanche le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs dans un communiqué. « Le lundi 19 juin 2023 coïncidera avec le 1er Dhou el Hidja 1444 de l'hégire et le rassemblement sur le Mont Arafat interviendra le mardi 9 Dhou el Hidja 1444, correspondant au 27 juin 2023 », a précisé le communiqué, ajoutant que « l'Aïd El Adha sera célébré le mercredi 10 Dhou el Hidja 1444 correspondant au 28 juin 2023 ».

Rappelant aux fidèles la tradition du Prophète (QSSSL) d'observer le jeûne le jour de Arafat, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs adresse ses meilleurs vœux à tout le peuple algérien, priant Le Tout-puissant de combler chaque année la nation musulmane de sa bénédiction.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Mardi 20 Juin 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



## AFREXIMBANK

### **Lancement d'une filiale d'assurance pour soutenir le commerce intra-africain**

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a lancé à Accra (Ghana) sa filiale de services de gestion d'assurance, AFREXInsure, avec l'engagement de fournir un point d'entrée unique pour tous les besoins d'assurance spécialisés afin d'aider à gérer de manière optimale les risques connexes pour le secteur du commerce en Afrique, rapportent plusieurs médias. AFREXInsure est mis en place pour offrir des solutions d'assurance spécialisées pour le commerce et les investissements liés au commerce à travers l'Afrique avec un accès à une assurance spécialisée de qualité, la meilleure de sa catégorie, conçue sur mesure pour l'Afrique.

Avec une connaissance crédible de l'Afrique, AFREXInsure s'appuiera sur son expertise en matière de risques en utilisant sa présence à l'échelle du continent et sa profonde compréhension du marché africain pour fournir des solutions autour de la manutention du fret, de la construction, des opérations et de l'énergie – des secteurs essentiels à la croissance et à l'établissement du commerce et investissements intercontinentaux.

## TABLOÏD BILD (ALLEMAGNE)

### **Vers la suppression de centaines d'emplois et un tiers de ses éditions locales**

Le groupe avait également argué que certains postes seraient bientôt obsolètes par l'intelligence artificielle et l'automatisation des tâches répétitives.

Le tabloïd le plus lu d'Allemagne Bild, propriété du groupe de presse Axel Springer, va supprimer plusieurs centaines de postes et un tiers de ses éditions régionales dans le pays, en application de son virage numérique. L'entreprise va supprimer 200 postes dans les domaines de la « rédaction, l'édition et la vente » partout en Allemagne, et réduire de « 18 à 12 » le nombre de ses éditions locales. « Les changements structurels actuels entraînent des suppressions d'emplois. Nous nous séparons des produits, des projets et des façons de faire qui ne seront plus jamais rentables », a expliqué la direction dans un courriel envoyé aux salariés du groupe lundi matin. L'entreprise s'est lancée depuis le début de l'année dans une stratégie du 100% numérique, avec pour objectif à terme la fin de l'édition papier de ce quotidien, qui fait partie des plus lus en Europe.

Le propriétaire du tabloïd, le puissant groupe de médias allemand Axel Springer, avait annoncé en février vouloir réduire la voilure et supprimer des postes, dans le cadre de cette stratégie, pour ses titres phares Bild et le quotidien conservateur Die Welt.

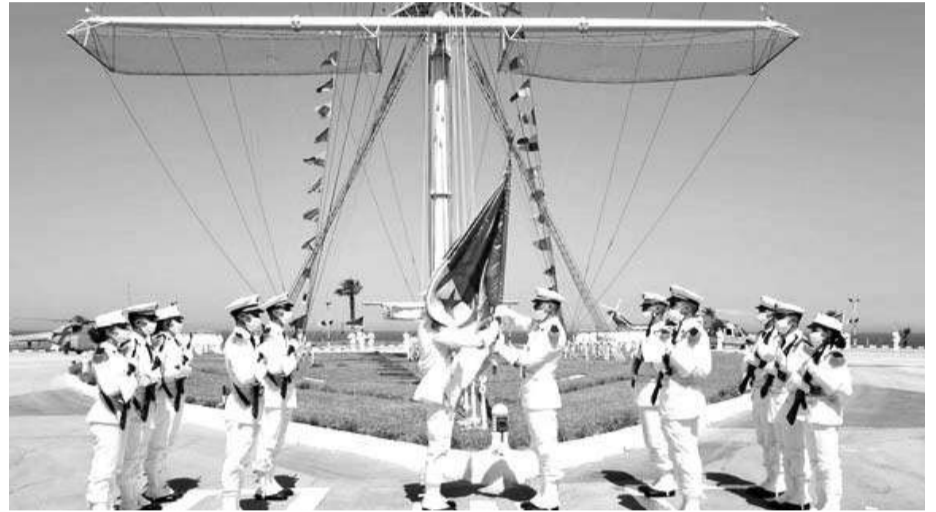
## ANP

### **Sortie de cinq promotions à l'Ecole supérieure navale de Tamentfoust**

Le Commandant des Forces navales, le Général-major Mahfoud Benmeddah, a présidé, lundi, la cérémonie de sortie de cinq promotions à l'Ecole supérieure navale "Moudjahid Général-Major Mohamed Boutighane" de Tamentfoust (Alger) au titre de l'année académique 2022-2023.

Les promotions ont suivi des formations dans plusieurs spécialités, dont le Commandement et l'Etat-major, le Perfectionnement et la Gestion et l'administration des affaires maritimes. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le Commandant de l'Ecole supérieure navale, le Général-Major Marzouk Ahmed a souligné l'importance du système de formation, qui permet incontestablement, a-t-il dit, de "forger des compétences militaires capables de s'adapter aux progrès militaires rapides que connaît le monde aujourd'hui", exhortant les nouveaux diplômés à "faire preuve de discipline et d'abnégation pour être à la hauteur de la renommée de l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN)".

Après la prestation de serment, la remise des diplômes et des grades aux



majors de promotions et la passation du drapeau, les promotions sortantes ont été baptisées du nom du chahid Oukil Ali. La cérémonie a ensuite été marquée par des exhibitions d'arts martiaux "Kouksoul" exécutés par des élèves, suivies de la parade militaire des promotions sortantes.

Au terme de la cérémonie, la famille du chahid Oukil Ali a été honorée par le Général-major Benmeddah, qui a

signé le Livre d'or de l'Ecole. Né le 15 mars 1921 dans la commune de Lakhdaria (Bouira), feu Oukil Ali a rejoint les rangs de l'ALN en 1955, où il a été chargé d'organiser les structures des moudjahidine (vivres, ravitaillements et collectes). Connue pour son courage et son dévouement dans la lutte pour la liberté et l'indépendance de l'Algérie, le chahid Oukil Ali est tombé au champ d'honneur en 1958.

## CAMPAGNE DE PRÉVENTION CONTRE LA DROGUE

### **Une activité de sensibilisation à la place "El Kettani"**

La direction de la jeunesse, des sports et des loisirs de la wilaya d'Alger, a organisé lundi au niveau de la Place "El Kettani" à Bab El Oued (Alger), une activité de sensibilisation intervenant dans le cadre de la campagne nationale de prévention contre ces poisons, lancée le 19 mai dernier sous le signe "la jeunesse lutte contre la drogue". Dans une déclaration à l'APS,

Mme Dounia Boulifa, psychologue, de l'Office des établissements des jeunes de la wilaya d'Alger a expliqué que cette campagne nationale qui se poursuivra jusqu'au 26 juin, visait les jeunes de tout âge et a pour ambition de les sensibiliser aux dangers de la consommation des drogues et des psychotropes. Relevant que plusieurs caravanes de sensibilisation ont été

prévues à la capitale dans le cadre de cette campagne, Mme Boulifa a cité celle organisée le 17 juin à la placette de la mairie de Bir Touta, et l'exposition organisée aujourd'hui à la place "El Kettani". Elle a annoncé, dans le même cadre, des activités similaires à Zéralda, Dar El Beida, Rouiba et Barraki, la clôture de la campagne nationale de sensibilisation devant avoir lieu le

26 juin au niveau de la rue principale de la ville de Sidi Abdallah. Des psychologues issus des différentes maisons de jeunes locales et nombre d'associations du domaine animent ces caravanes, a fait savoir Mme Boulifa qui a rappelé au passage la caravane de sensibilisation organisée au niveau des établissements éducatifs de la wilaya.

## INCENDIES

### **Le plan de prévention élargi à 40 conservations de forêts**

La Direction générale des forêts a révélé que le plan de lutte contre les incendies a été élargi à 40 conservations des forêts, au lieu des 32 recensées lors de la saison estivale précédente.

Le directeur de la protection de la faune et de la flore, à la direction générale des forêts, Si Ali Saïd, a expliqué, ce lundi, lors de son passage sur la Radio Chaîne 3, que l'autorisation pour l'importation de 40 camions anti-feux a été accordée. « Au cours du mois de juin en cours, seuls cinq incendies ont été recensés au niveau national, avec une superficie de 2,5 hectares », a précisé le porte-parole. En soulignant que malgré le début de la canicule intense, le risque d'incendies de forêt reste faible à l'heure actuelle.

« Les pluies tardives qui ont précédé les fortes chaleurs réduisent, pour l'instant, le risque d'incendie car la végétation est encore humide », a-t-il poursuivi.

Le directeur de la protection animale et végétale à la direction générale des forêts, a insisté sur le fait que « la cause principale des incendies reste l'action humaine, qu'elle soit crimi-

nelle ou non intentionnelle ». L'intervenant poursuivra « la loi est claire. Toute activité susceptible de provoquer un incendie en forêt est interdite à compter du 1er juin ».

## COUR CONSTITUTIONNELLE

### **Belhadj reçoit une délégation de l'APN**

Le président de la Cour Constitutionnelle, Omar Belhadj, a reçu une délégation parlementaire de la Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés à l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de la « coordination et du dialogue entre les institutions de l'Etat », a indiqué un communiqué de la Cour.

M. Belhadj « a salué le rôle majeur du parlement, qui soulève les préoccupations du citoyen et consacre les principes de la gouvernance démocratique et l'Etat du droit », ajoutant que cette audience s'inscrit dans une démarche visant à « tisser des relations de coopération, de coordination et de dialogue entre les institutions de l'Etat », précise la même source.

La délégation parlementaire avait auparavant écouté une communication présentée par le membre de la Cour Constitutionnelle, Ammar Boudiaf, « sur la Cour constitutionnelle, ses prérogatives et ses relations fonctionnelles avec l'APN, notamment dans le cadre du contrôle de la constitutionnalité des lois et l'exception d'inconstitutionnalité », lit-on dans le communiqué.

La délégation parlementaire a également discuté avec les membres et les cadres de la Cour et reçu « d'amples explications sur le fonctionnement et le travail de la Cour constitutionnelle ».